

T2137-554-8,00 F



ISSN 0026-9433

# le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 554 JEUDI 20 DÉCEMBRE 1984 8,00 F

# 1984



## LA FRANCE POURSUIT SON OEUVRE « CIVILISATRICE »

### BELLA

Les Bella sur la voie de la réappropriation de l'outil de travail ?

PAGE 4

### PRISONS

« Otages », journal de lutte des prisonniers, est visé par le pouvoir.

PAGE 7

### RÉSISTANCE

Une page noire : l'élimination des anarchistes par les staliniens.

PAGE 10

Fov 2520

### Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)  
tél. : 805.34.08

## liste des groupes f.a.

### • PROVINCE :

#### • GROUPES :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côtes-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dôle — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers, La-Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

#### • LIAISONS :

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique — Charentes : Angoulême — Charentes-Maritimes : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Cotes-du-Nord : Lamballe — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Le Caylar, Lodève, Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-léz-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Maine-et-Loire : Saumur — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Nord : Valenciennes — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vienne : Chatelleraut, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

### • RÉGION PARISIENNE :

#### • GROUPES :

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommier, Chelles/Gagny/ Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Confians-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse, Rambouillet — Hauts-de-Seine : La Défense, Courbevoie, Nanterre, Puteaux, Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny, Pantin, Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil, Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif, Vitry — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

## sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Nouvelle-Calédonie, La politique africaine de la France — PAGE 4 : En Bref, Bella — PAGE 5 : Bophal, Nature et progrès, Des idées en béton, Vaccinations — PAGE 6 : Lettre de F. Joyeux, « Suicide, mode d'emploi », Fait d'hiver — PAGE 7 : Libérez les otages, Lettre ouverte, Peine de mort — PAGE 8 : Mineurs anglais, Le système répressif en U.R.S.S., R.F.A. : congrès des « Verts » — PAGE 9 : Relations internationales — PAGE 10 : Dossiers noirs d'une certaine résistance — PAGE 11 : Programme R.-L., Spectacles, Note de lecture, Librairie du Monde libertaire, Rencontre — PAGE 12 : Opération Jean Fabien et P.C.F.

## Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre  Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

## éditions

### • AGENDA

Le voilà enfin ! Le premier agenda du Monde libertaire est en vente à la librairie du M.L. pour le prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

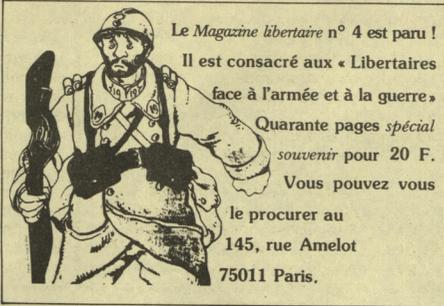
Vous y trouverez : d'utiles adresses, des repères historiques, des conseils bibliographiques, des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ».

### • CARTES POSTALES

Le groupe du 3<sup>e</sup> arrondissement a édité une série de sept cartes postales sur les thèmes suivants : « La liberté d'expression », « L'Armée », « L'Education », « La religion », etc.

Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F la série et de 7 F au-dessus de 5 exemplaires.



### • AUTOCOLLANT

Un autocollant, destiné à tous, usagers et professionnels des transports publics et privés, et à ceux qui pensent que l'anarcho-syndicalisme est une réponse pour demain, est en vente à la librairie du Monde libertaire. Son prix : 20 F les 50 exemplaires et 2 F l'unité.

### • BADGE



### • « VOIE LIBRE »

Le troisième numéro de Voie libre, organe anarcho-syndicaliste des transports vient de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F.

Prix de l'abonnement pour 10 numéros : 50 F. Abonnement de soutien à partir de 80 F.

Faites parvenir vos demandes d'abonnement ou vos articles à l'attention de Voie libre, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Libellez vos chèques à l'ordre de Lamirand, C.C.P. n°2 211 856 X, Paris.

### • AUTOCOLLANTS DISPONIBLES

Coût à l'unité : 2 F ; 20 F les 50 exemplaires : Français-Immigrés, une seule classe ouvrière.....

Coût à l'unité, 1 F : R.-L., la voix sans maître sur 89,5 MHz.....

Coût à l'unité, 6 F : Radio-Libertaire sur 89,5 MHz.....

Coût à l'unité : 5 F ; 25 F les 50 exemplaires : Changez-vous les idées, lisez le M.L.....

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## communiqués

### • SAUMUR

Un groupe vient de se former. Le « divin enfant » s'appelle Alcane et son objectif est bien sûr de défendre et propager les idées libertaires. Pour nous contacter, écrire à : Alcane, P.& T. Saumur-Volney, 49400 Saumur.

### • LILLE

Située 38, rue Jules-Guesde, à Lille (métro Wazemmes), la librairie associative L'Idée libre ouvre ses portes. Fruit d'un accord local entre la Fédération anarchiste et la Libre Pensée, elle offre un large choix de livres, de brochures et de journaux anarchistes, etc. Permanence : tous les dimanches de 9 h à 13 h (pour les autres jours d'ouverture, téléphoner au (20) 57.37.06). Soutien financier : E. Dussart, C.C.P. n°7 269 40 X, Lille (à envoyer au groupe F.A., B.P. 4, 59651 Ville-neuve-d'Ascq cedex).

### • NANTES

Le groupe de Nantes tient provisoirement ses permanences lors de la vente du M.L., tous les samedis, de 11 h à 12 h 30, au marché Talensac.

### • PARIS

L'émission de Radio-Libertaire « En sortant de l'école » organise conjointement avec la C.N.T. et la S.I.A. un après-midi consacré aux enfants, le 22 décembre 1984 de 14 h à 18 h. Ils pourront échanger leurs jouets ou en donner pour les enfants des mineurs anglais. Cela se passera au 33, rue des Vignolles, à Paris (20<sup>e</sup>). Apprenons l'entraide et la solidarité à nos enfants ! Dépôt de jouets, cassettes, livres, disques pour les mineurs anglais et leurs enfants (ainsi que Bella, Seita, etc.).

### • CARQUEIRANNE

Le groupe Région toulonnaise tiendra un stand dans le cadre de l'exposition « Ecritures 84 », le samedi 21 décembre, salles de la Maison d'accueil (avenue Jean-Jaurès) à Carqueiranne.

### • CAEN

Le groupe de Caen informe les personnes désireuses de prendre contact avec lui qu'il tient une table de presse tous les mercredis au R.V.B., sur le campus, de 11 h 45 à 13 h.

De plus, il tient une permanence tous les samedis au 156, rue Caponière, de 14 h à 16 h.

### • AFFICHES DISPONIBLES

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité :

Autogestion..... gr. Fresnes-Antony

Radio-Libertaire, une radio sans publicité.....

Radio-Libertaire, la voix sans maître.....

Non aux ventes d'armes..... gr. de Toulouse

Le « Monde libertaire », un outil.....

Toute élection est une démission..... gr. de Toulouse

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité :

Le militarisme et l'impérialisme..... gr. de Paris 15<sup>e</sup>

Déclaration universelle des droits de l'homme.....

• Coût à l'unité, en dessous de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F :

Vaincre la crise..... gr. Jacob

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F ;

Autogestion..... gr. Jacob

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,50 F ; 5 F à l'unité :

Radio-Libertaire expulsée de la bande F.M.....

Radio-Libertaire : ça recommence.....

## débats

### • PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise une série de cours sur le thème « L'autogestion », à partir de 20 h, au patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro Boucicault). Au programme : Vendredi 21 décembre : « Le fédéralisme ». Vendredi 4 janvier : « La grève expropriatrice et gestionnaire », « Le problème du syndicat ».

### • LAVAL

La liaison Laval organise un colloque-débat sur le thème « La Fédération anarchiste : ses objectifs et ses moyens » le jeudi 20 décembre, à 20 h 30, au centre socio-culturel du quartier Saint-Nicolas (104, boulevard Brune, 1<sup>er</sup> étage). Une table de presse est prévue.

## RELATIONS FRANCO-AFRICAINES DU MOU DANS LA BANDE

La réunionite n'atteint pas seulement les militants syndicaux ! Mitterrand en souffre également, mais il aime ça. Le dernier sommet franco-africain qui se tenait à Bujumbura, capitale du Burundi, démontre amplement — s'il en était encore besoin — la totale inutilité de ce genre de rassemblement. Pour preuve : la pauvreté des débats, l'insuffisance au niveau de la concrétisation — peut-on s'en étonner ? — et le constat, qu'en dehors des séances plénières où chacun débite son petit laïus et écoute distrairement l'autre abruti de service, en regardant les mouches s'ébattre dos au mur, de nombreuses rencontres bilatérales, de discussions de couloirs, conciliabules discrets font et défont les rapports de force. Diplomatie sans protocole qui l'emporte sur l'officielle, formelle et stérile tout simplement.

### Ravalement de façade

Ce onzième sommet donc, réunissant dix-huit chefs d'Etats africains, a donné à Mitterrand l'occasion de changer le « look », l'image médiatique de sa politique étrangère, servi sans obstruction par une presse nationale — pardon gouvernementale — toujours plus à l'aise dans son rôle de carapète et fusible.

Un confrère du soir, « La France réoriente sa politique au Tchad », « Le tournant de Bujumbura », essaie péniblement de nous convaincre qu'il y a quelque chose de changé. Un autre confrère, du matin celui-ci, nous rassure : « Mitterrand va expliquer sa politique ». A la télévision, oui, il va causer. Quelle ordure ! Descendant de sa suffisance, il va daigner déclarer qu'il est l'inlassable avocat du monde en développement dans toutes les instances internationales... », qu'il a lancé un appel à toutes les nations industrialisées pour qu'elles prennent davantage leur part dans la lutte pour le développement. Resucée du discours de Cancun. C'est le côté humanitaire de cette entreprise d'explication aux déçus. La mayonnaise prend ou ne prend pas, mais les attributs idéalistes ne cachent pas la violence des faits. « Une politique nouvelle à l'égard de l'Afri-



La grande famille africaine francophone.

que du Sud doit comporter deux volets : d'une part, des sanctions économiques contre ce régime, notamment un arrêt total des investissements publics et parapublics français (...) » La France n'a pas ralenti, ou si peu, ses investissements en Afrique du Sud. Il n'y a pas de sanctions économiques. Des exemples ? C.G.E., Alstom, C.I.T.-Alcatel, Air-Liquide, Rhône-Poulenc, Spie-Batignolles, Dassault, Manurhin, etc. — il y en a une centaine !

Multiplier les déclarations d'intention — en l'occurrence celle du 23 avril 1981 — du candidat Mitterrand et procéder à la comparaison avec les actes du gouvernement socialiste est un exercice qui pourrait faire rigoler Jean-Pierre Cot, ex-ministre de la Coopération, vîré comme un malpropre pour n'avoir pas saisi la différence entre grands principes et défense des intérêts de la France.

Dimanche, donc, Mitterrand a expliqué au bon peuple la cohérence de sa politique étrangère. Il n'y a pas de cohérence. Ce qui sous-tend toute position, intervention diplomatique ou militaire, toute attitude envers les anciennes colonies de l'A.O.F. et de l'A.E.F. (1), c'est le clientélisme subordonné à un opportunisme d'intérêts. La politique de non ingérence dans les affaires intérieures affirmée par les africanistes du Parti socialiste avalise en fait la politique d'ingérence d'avant le 10 mai, la défense du carré, gaulliste et néo-colonial sans retenue.

### Au service de clans et de tyrans

Les réseaux Foccart, réseaux d'influence et trafic parallèles qui s'approvisionnaient en hommes venus d'horizons aussi divers comme le S.A.C., la pé-

gre, E.L.F.-Aquitaine, et soutenaient indirectement les tyrans locaux : Bongo, Mobutu, Bokassa, ont été remplacés ; pas supprimés formellement, seulement remplacés. Aidé par l'ex-S.D.E.C.E. devenue la D.G.S.E., le gouvernement socialiste a fait le ménage dans ces milieux. Le duo François de Grossouvre — ami très personnel de Mitterrand —, Guy Penne — conseiller aux affaires africaines — fait dorénavant la pluie et le beau temps dans les capitales africaines francophones.

Seule l'assistance « rémunérée » para-militaire (besognes sales comme des exécutions d'opposants) d'anciennes barbouzes et truands recyclés a disparue. Cela fait moins désordre. Après avoir rassuré les chefs d'Etats inquiétés par le changement du 10 mai 1981 que, si dans la manière il y aurait du nouveau, les initiatives demeurerait fidèles aux principes qui animent la politique étrangère de l'Elysée. On ne verrait plus des interventions du modèle Shaba 1 et 2 (en 1977 et 1978, tentatives de sécession au Zaïre réprimées dans le sang par la Légion de Giscard), mais ressemblant fortement à la pacification des forces d'interposition françaises au Tchad ! Dans l'un comme l'autre cas, ces actions ont fait suite à des demandes pressantes et angoissées de chefs d'Etats mal dans leur peau.

### Quelle cohérence ?

L'affaire tchadienne a été au cœur des débats lors du 11<sup>e</sup> sommet franco-africain. Elle cristallise bien des rancœurs qui pourraient fort bien, à échéances, profiter aux Américains. Le numéro de danseuse du Bolchoï de Mitterrand inquiète la plupart des chefs d'Etats africains, malgré le souci que celui-ci met à rassurer ses vassaux sur ses intentions.

Le retrait du contingent français du Tchad n'a pas été apprécié. Mitterrand fait-il semblant de ne pas comprendre ce que Giscard et Pompidou avaient, en revanche, bien assimilé ? Ces régimes gangrénés jusqu'à la moelle ne survivent qu'avec une assistance militaire, économique de leur ancien colon et sont prêts à se jeter dans les bras de quiconque leur donnera des garanties au maintien de cet état de fait.

Hervé  
(1) A.O.F. : Afrique occidentale française, et A.E.F. : Afrique équatoriale française.

## Editorial

SAMEDI dernier, le départ d'une sonde à destination de la comète de Halley (cette chose venue des confins du système solaire) a quelque peu éclipsé, à la une de la plupart des journaux, l'annonce de la Convention nationale du Parti socialiste.

L'affiche de cette réunion, tenue à Evry, était alléchante : « Modernisation et progrès social ». Et c'est bien là le centre du problème gouvernemental actuel. Qui dit modernisation dit licenciements, car nouvelles machines égale masse salariale à réduire. Mauroy n'avait pas pu mener à bien cette tâche et le sémillant Fabius, au meilleur « look », essaye de faire passer le message... Moderniser et rassembler sont-ils le nouveau credo pour gérer, en France, les intérêts du capitalisme ?

Michel Sapin, député P.S. de l'Indre, a déclaré dernièrement que moderniser c'était une « réanimation du P.S. ». Suite au remaniement ministériel récent, cela prend toute sa saveur. Le mot « socialisme », à la sauce 86, n'aura vraiment plus de goût. Edith Cresson (ministre du Redéploiement industriel en Lorraine), en campagne de Nancy à Metz, n'a fait que confirmer dans l'Est le plan Fabius. Rien de nouveau...

Trente mille suppressions d'emplois dans la sidérurgie et particulièrement en Lorraine, et peu d'espoir dans les nouvelles technologies, est un des multiples visages de la modernité. La politique internationale de la France est-elle vraiment différente de celle du septennat précédent ? Dans le meilleur des cas, on dit qu'on est pas d'accord avec un régime politique étranger mais on peut toujours lui vendre des armes...

Les anarchistes ont toujours combattu l'idée que l'on pouvait accéder au socialisme par la conquête du pouvoir d'Etat. Aujourd'hui, les socialistes prouvent une fois de plus que gauche et droite, quand on est aux rênes de l'Etat, c'est pour le bien du capital et du profit.

## NOUVELLE-CALÉDONIE LES VAUTOURS PARLEMENTAIRES ROTENT !

TANDIS que les Caldoches se réfugient à Nouméa, que les familles mélanésiennes pleurent les victimes du massacre du 5 décembre et que la psychose et l'angoisse dominent l'ensemble des habitants — avec en toile de fond, un avenir incertain — les coyottes parlementaires se gorgent du désir et de la « grandeur » de la carcasse coloniale en d'interminables festins oratoires.

Le 12 décembre, le R.P.R. avait fait inscrire un point d'actualité sur la Nouvelle-Calédonie à l'ordre du jour de la séance parlementaire et c'est avec la fougue d'un Salan défendant l'occupation française de l'Algérie en 1962 que les petits protégés de Chirac ont dressé un réquisitoire qui se voulait cinglant de la politique gouvernementale.

Prétextant la non intervention systématique des forces de l'ordre dans tout le territoire, Jacques Toubon (député R.P.R.) a interpellé le gouvernement au nom de l'« Ordre », de la « Sécurité » et des valeurs constitutionnelles de notre « grande »

République. Pour conclure cette pitoyable mise en scène, Claude Labbé crut bon de suggérer que soit dressée une statue à l'effigie de ce « bienfaiteur » de la paix publique qu'est Jacques Lafleur, l'actuel président du R.P.C.R. et ci-devant gros colon !

Dans la lutte de pouvoir engagée en Nouvelle-Calédonie, le gâteau que représente le nickel est le véritable centre de la polémique gauche-droite ; mais pour les milliers de Mélanésiens qui subissent le colonialisme depuis 150 ans, le silence et l'humiliation sont insupportables.

Les anarchistes ne peuvent rester muets face à la tyrannie esclavagiste de l'Etat français. Sans nous leurrer sur l'« indépendance » voulue par le Front de libération nationale kanak socialiste, nous ne pouvons qu'être aux côtés du peuple calédonien lorsqu'il lutte pour se débarrasser de la domination colonialiste.

Roland  
Gr. Kropotkine



Mitterrand et Mobutu.

## en bref...en bref..

• En soutien aux mineurs anglais, pour leurs enfants, la C.N.T. et la S.I.A. organisent une fête pour les enfants, le 22 décembre 1984, de 14 h à 18 h, au 33, rue des Vignoles. Les organisateurs demandent aux participants d'amener des jeux, cassettes, disques et livres qui seront envoyés en Grande-Bretagne.

• Vient d'être créé en milieu rural gersois, à Mirande, une association populaire d'éducation et d'action culturelle et sociale, l'Athénée. Elle offre un service de bibliothèque et de documentation. De plus, l'Athénée prête ses locaux pour des colloques, réunions-débats, etc. Pour la contacter : Athénée, 44, rue du Président-Wilson, 32300 Mirande.

## ESQUIROL A NOUVEAU EN GRÈVE

**S**OUVENONS-nous de l'hôpital psychiatrique Esquirol à Saint-Maurice (Val-de-Marne) dont nous avons relaté la grève en mai dernier et qui s'était terminée par une victoire totale : les crédits supprimés relatifs à la réfection et à la rénovation des bâtiments étaient arrachés à la D.D.A.S.S. (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale). Eh bien, à Esquirol, les travailleurs, à l'appel de la C.F.D.T., se remettent en grève le 17 décembre pour forcer le Comité technique paritaire (C.T.P.) à prendre en considération le cahier de revendications de toute l'année. Chaque question non solutionnée est traitée par un C.T.P. extraordinaire sous la pression des salariés ce jour-là.

Le piquet de grève est mis en place dès 6 heures du matin, la distribution de tracts s'accompagne de la pose d'autocollants « Je suis en grève, mais je soigne les malades ». A 10 heures, l'assemblée générale amorce le débat sur les 15 points de revendications : prime annuelle devant être versée à terme échu, prime de chaussures à l'ensemble du personnel des services médicaux, carte orange remboursée aux agents effectuant des visites à domicile, actions de formation continue correctement appliquées, crèche autorisée aux enfants dont seul le père travaille dans l'établissement, etc.

Et puis la manifestation se déroule massivement dans la cour d'honneur pendant le C.T.P., toute l'après-midi. Quels que soient les résultats du C.T.P. et au-delà des revendications, il s'agit là d'un syndicalisme d'action directe : les travailleurs présents soutiennent, interpellent et contrôlent leurs délégués durant la négociation. Un exemple dans lequel le syndicalisme à la Mairie ou à la Krasucki est balayé à la base. Ou'on se le dise !

Hélène  
Gr. Pierre-Besnard



# BELLA : SUITE ET FIN ?

**N**OUS publions cette semaine la suite de l'article paru dans le *Monde libertaire* n° 543 concernant les 315 licenciements confirmés chez Bella, réalisé par nos camarades du groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste, à Perpignan. Les Bella sont-ils sur le chemin de la réappropriation de l'outil de travail ?

Le 19 octobre, la décision du tribunal de commerce est repoussée au 23 du même mois. L'intersyndicale dénonce la manœuvre scandaleuse entre les avocats de Berchet et les juges du tribunal et le procureur de la République ; ainsi que l'accueil réservé aux Bella : le personnel a en effet été empêché de se rendre dans l'enceinte du tribunal par un cordon de C.R.S.

Le 22 octobre, la manifestation unitaire rassemble un millier de personnes.

### Bella liquidée

Le 23 octobre, la sentence tombe : la liquidation est prononcée en cinq minutes. Les Bella, venus nombreux, réagissent violemment : pétards, placards vidés, dossiers éparpillés... Intervention des C.R.S. qui évacuent le tribunal. Un cortège se forme et défile pendant près de deux heures. L'accès à la préfecture est bloqué par cinq cars et cinq voitures de C.R.S. A partir de cette date, se succéderont audiences avec le préfet, déclarations de l'intersyndicale, du conseil général, manifestations comme celle du 7 novembre avec les enfants des travailleurs en première ligne.

Le 13 novembre, l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise est prononcé au tribunal de commerce. Réaction vive des Bella : bombage des murs de la salle d'audience, chaises renversées, busculades, etc. Au passage de la manifestation spontanée qui s'est formée, les parcmètres subissent un mauvais sort, ainsi que la façade de la bijouterie Ducommun — président du jury —, qui est maculée de peinture. Un cordon de C.R.S. protège — encore et toujours — la préfecture.

Le 17 novembre, une fête à l'usine rassemble bon nombre de Perpignanais, venus nombreux l'après-midi pour acheter des poupées. Surprise : un film vidéo sur la lutte des Bella est présentée. Personne n'était au courant de son tournage ! Le réalisateur : un membre de la L.C.R. ! Ce film réalise le tour de force de ne pas parler une seule fois de la C.F.D.T., pourtant majoritaire. On interroge la C.G.T. (le secrétaire, membre de la L.C.R., et un élu, membre du P.C.F.)... on montre la foule qui a été filmée et parmi laquelle on reconnaît les élus de la C.F.D.T., tout à fait anonymes. Le fil était tellement gros que le soir même, le reproche en est fait au réalisateur. Ses arguments n'étaient, à vrai dire, guère préparés : « Je n'ai pas eu beaucoup de temps ; quand je suis venu, la C.F.D.T. n'était pas là... ». Comble de mauvaise foi puisque une des personnes apparaissant le plus dans le film, dirigeant les interviews, est — outre militante de la L.C.R. — membre de la commission exécutive de la C.F.D.T. (1). Ce fait provoqua d'ailleurs quelques remous au sein de ladite commission. Mais il en faut plus, hé-

las, bien plus pour chambouler les structures.

Le 18 novembre, la confirmation des 315 licenciements au tribunal enflamme à nouveau la colère des Bella : des vitres sont brisées et le matériel quelque peu malmené. Les policiers, toujours prévus, les



Entrée de l'usine, occupation de 1982.

expulsent manu militari. Les travailleurs n'abandonnent pas pour autant, pour eux, la « lutte continue » ; les manif aussi, toujours aussi agrémentées de casques et de matraques policières. Ils occupent toujours l'usine, reprennent une production de lutte et passent les commandes (1).

### Production de lutte

Le 23 novembre, l'intersyndicale communique à la presse que la lutte continue pour trouver une solution. Les Bella sont dans la rue, sur les marchés pour vendre leur production. Une poupée de lutte est née, habillée en Catalane, et sera produite en janvier. Les travailleurs ont réuni en effet assez de fonds grâce aux ventes pour acheter les matières premières nécessaires à la fabrication des habits. La poupée sera elle-même fabriquée à partir des semis-finis existant sur place.

Ainsi, comme dans beaucoup de luttes (Lip, puis Pil, les chemises de Cerisay, Everwear, Teppaz, les mineurs de Ladrecht, Vogica), les Bella sont contraints de produire pour alimenter leurs fiches de paye. Pas de patron, une reprise dans l'égalité ; pas de pointeuse, pas de contremaître ; des « travailleurs-décideurs » et gestionnaires. Il nous faut bien admettre que la production de lutte, ponctuelle, n'est pas la reprise permanente de l'usine. Si dans les faits, la production fonctionne de manière autogestionnaire, sur le fond, les ouvriers n'ont pas la responsabilité financière de leur outil de travail. C'est le pas à franchir, que personne à Bella à ce jour ne semble disposer à faire.

### Syndicats et partis

La lutte a constamment été dominée par la C.G.T. Historiquement, la C.G.T. est le syndicat le plus ancien. Il a fait les frais du premier dépôt de

bilan et de la vague de licenciements qui a suivi. Il était à l'époque le seul syndicat de l'usine. Des conflits internes ont provoqué le départ d'une partie des militants épargnés en 1982. Ces derniers ont créé le syndicat C.F.D.T., qui a remporté majoritairement les dernières élections du personnel.

La toute jeune section syndicale C.F.D.T. a cru qu'elle pourrait marcher la main dans la main avec sa consœur C.G.T. Mais les anciennes animosités n'étaient pas mortes et la C.G.T.

élus C.F.D.T. la carte du parti !

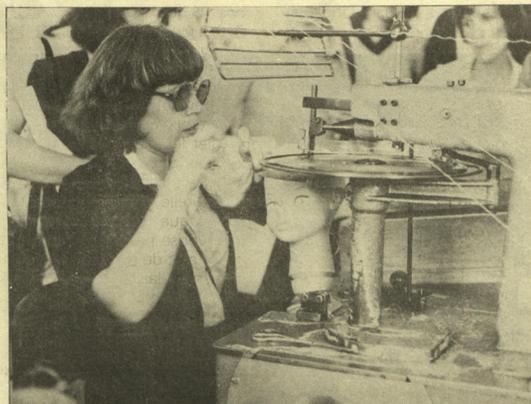
Chacun peut voir comment le P.C.F. s'investit dans le soutien à la lutte. Le 29 novembre, il finance entièrement le voyage de 6 personnes (2 par syndicat) à Paris pour populariser l'action, avec un stand rue Caumartin. Devinez qui les attend à Paris ? Gisèle Moreau, secrétaire du comité central du P.C.F., qui « préconise d'autres orientations que celles suivies actuellement par le gouvernement ». Pardi, depuis juillet 84, le Parti communiste s'est découvert une nouvelle virginité ! La visite à Paris se terminera dans l'après-midi par la rencontre avec Georges Marchais et Roland Leroy. La journée était bien encadrée ! Prévenus à temps, des militants libertaires ont malheureusement loupé le rendez-vous, à la suite d'une erreur sur le lieu du stand. Cela aurait permis aux Bella de s'exprimer au travers d'autres canaux que ceux du P.C.F.

Force nous est de constater l'abusif rapprochement entre les élections cantonales partielles à Perpignan, où se présente à la fois un candidat du Parti socialiste, un candidat du P.C.F., un candidat de la L.C.R. et un candidat du Front national. Celui-ci possède assez d'arguments du côté de la sécurité et des immigrés. En revanche, le premier se fait tout petit sur le problème ouvrier, mais les deux autres... ah ! les deux autres ! Entre l'ardent défenseur de la classe ouvrière — pour le second — et l'ex-militant C.G.T. de Bella — pour le troisième — (vous y retrouvez-vous ?), nous y perdons notre foi d'anar. Nous qui n'avons pas de candidat aux élections, nous réaffirmons notre soutien aux Bella, qui — même s'il a parfois été critique — n'en est pas moins sincère.

Hors du comité de soutien magouillé, hors des O.P.A. politiciennes, nous soutenons sans réserve le démarrage de la production de lutte, nous souhaitons qu'elle soit une ouverture dans l'esprit des camarades en lutte qui y verront peut-être la porte ouverte à la réappropriation de l'outil de travail, au service des travailleurs et d'eux seuls.

Martine  
Gr. Puig-Antich

(1) A cet effet, nous rappelons les coordonnées : Berchet Industrie S.A., 193, avenue du Languedoc, 66000 Perpignan (tél. : (68) 61.24.84) ; Union départementale C.F.D.T., tél. : (68) 50.77.50 et 50.71.45 ; Union départementale C.G.T., tél. : (68) 34.33.71.



Démonstration pendant une journée portes-ouvertes.

## DES IDÉES EN BÉTON

**A** Perpignan, le Front national a fait son chemin : un local inauguré en novembre à grand renfort de publicité, un candidat aux élections cantonales partielles (second après le candidat de l'opposition) avec 21% des suffrages exprimés — à noter : 60% d'abstentions —, une présence accrue et une promesse : « Le Pen bientôt à Perpignan ». C'est dans ce contexte que le 22 novembre 1984 se créa le Comité antifasciste, à l'initiative du groupe Puig-Antich (de la Fédération anarchiste) et de S.I.A. (Solidarité antifasciste), qui regroupe des individus et les organisations suivantes : F.E.N., C.F.D.T., P.S., L.C.R., P.S.U., Ligue des droits de l'homme, Libre Pensée, Fédération Léo-Lagrange et F.O.L.

L'appel était clair : regrouper toutes les forces concernées par la lutte antifasciste et antiraciste qui s'opposent aux idées développées par le Front national, et reprises par bon nombre d'organisations de droite : immigration = délinquance, liberté du travail = suppression du droit de grève, liberté de l'école = les curés dans l'éducation, liberté de l'information = censure accentuée, etc.

Certains firent passer leur anti-anarchisme avant l'antifascisme : le Parti communiste ne s'est pas déplacé, mais il envoya ses satellites. Le Mouvement de la paix et le M.R.A.P. sont venus dire lors de la seconde réunion, convoquée par la L.D.H., qu'ils ne seraient pas dans un comité à l'initiative des anarchistes. Il est vrai qu'il y a beaucoup à faire avec les bulldozers du côté des cités d'immigrés... Le sort en est jeté, le comité « roulera » sans les communistes. On n'en pleurera pas !

Les socialistes, quant à eux, participent mollement au comité, ayant sans doute fort à faire avec la nouvelle ligne qui leur vient de Corse : défilé bras-dessus, bras-dessous, avec le F.N., ça peut laisser perplexe...

Par ailleurs, un collectif d'individus s'est formé à l'occasion de la venue prochaine de Le Pen : fête et journée d'information, présence constante par voie d'affiches seront la contre-partie de l'intox que ne manquera pas de subir la population. A Perpignan, les prochains jours seront animés... Un dernier détail : des maçons nocturnes ont eu la bonne idée, fin novembre, d'exercer leurs talents sur la porte du local du Front national... résultat : un mur de béton barra la porte aux fascistes le temps d'une journée.

Oeil-de-lynx

## CONGRÈS « NATURE ET PROGRÈS »

**A** Tours, le 7, 8 et 9 décembre, s'est déroulé le congrès du vingtième anniversaire de « Nature et Progrès », association dynamique qui regroupe producteurs et consommateurs autour de l'agriculture et de l'hygiène biologique.

L'association « Nature et Progrès » a connu bien des crises, partagée entre différents courants de pensée et d'action qui reflètent toujours les contradictions de la société française ; contradictions économiques, idéologiques et sociales. Elle reste encore le fer de lance de la promotion d'une agriculture conforme aux lois de la vie, respectant la santé des êtres vivants et la fertilité des sols.

« Nature et Progrès » a même eu des moments forts ; je me souviens encore de l'enthousiasme du congrès de la Porte-Maillot en 1974 qui, parmi des milliers de participants, présenta le fleuron international des conférenciers du mouvement écologiste et de la recherche scientifique contestataire et mit en contact une foule de dynamiques de subversion et de remises en cause du vieux monde à travers la « lognette bio ».

Et aujourd'hui, il me semble avoir assisté au congrès de la routine, où chacun vaquait à ses petites affaires, exposait ses produits ou faisait ses provisions. L'affluence était médiocre, comparée à d'autres congrès, et l'ambiance était plutôt terne.

Les spiritualistes, dont la quasi totalité se cherche entre

Royer, Jésus « super-cool » et Krishna, étaient encore bien situés dans ce congrès et semblaient bien éloignés des problèmes qui concernent la plupart des agriculteurs bio — tracas administratifs et financiers, installation des jeunes encore plus difficile qu'en culture chimique, fraudes et magouilles, sans oublier les pressions de ceux qui ne cherchent qu'à devenir les notables et les parlementaires de la bio.

Comme à l'habitude, une partie des conférences concernait des problèmes sociaux ; ce ne fut pas la foule cette année. Il était poignant de voir Pierre Samuel, qui reste malgré son âge l'un des plus dynamiques de l'écologie sociale (1), écouté par une... quarantaine de personnes. J'espérais également plus du débat sur l'économie alternative. Pendant ce temps, les stands des organisations tiers mondistes étaient bien moins fréquentés que ceux vendant des cosmétiques.

Il reste à espérer que la nouvelle structure fédérative de « Nature et Progrès », qui depuis deux ans est censée privilégier les groupes locaux plutôt que le niveau national, sera efficace ; car même si la crise structurelle, économique et sociale, que nous traversons, ne favorise pas les dynamiques de lutte et de réflexion, ce congrès m'a laissé sur ma faim alors que d'autres avaient eu plus d'ampleur, sources de retentissantes retombées.

Alain Crapaud

(1) On peut lire ou relire son livre : « Ecologie, détente ou cycle infernal ».

## BHOPAL : LE PROFIT FAIT DES RAVAGES !

**B**HOPAL (Inde), dimanche soir 2 décembre, un employé de l'usine chimique d'Union Carbide découvre une fuite malencontreuse. Trois longues heures plus tard, l'alerte est donnée. Mais il est déjà beaucoup trop tard : une grande quantité d'un gaz très toxique, le méthyl-isocyanate, s'est échappée de l'usine de pesticides causant des ravages parmi la population environnante. Cette mort semée par le poison volatil prend son temps. Jour après jour, la liste des victimes s'allonge : l'inhalation dudit gaz provoquant une brûlure progressive des poumons, les individus atteints finissent, à plus ou moins brève échéance, par succomber.

Au bilan accablant qui dépasse largement les 2 000 morts se rajoute celui de centaines de personnes qui, suite aux brûlures externes provoquées par cette même substance, ne retrouveront vraisemblablement pas la vie. Au total, on dénombre 200 000 personnes touchées à des degrés divers. Un certain nombre d'entre elles risquent d'ailleurs de mourir dans les semaines ou les mois qui suivent, la moindre infection pouvant désormais leur être fatale sans compter l'assurance pour beaucoup de désordres neurologiques permanents. Quant au système écologique de la région (arbres,

plantes, récoltes), il semble compromis pour un bon moment.

Une première question se pose d'évidence : pouvait-on prévoir et éviter cette catastrophe ? La réponse est facile quand on sait qu'entre 1981 et 1982 quatre accidents se sont produits dans cette usine, provoquant déjà plusieurs morts parmi les quelques dizaines d'employés atteints. Ceci n'a pas empêché alors les dirigeants d'Union Carbide d'assurer « qu'il n'y avait pas le moindre danger », et le gouvernement local de laisser les choses suivre leur cours, la présence de cette usine assurant de substantielles rentrées d'argent dans ses caisses. Pendant ce temps, un vaste bidonville n'a cessé de se développer autour de l'usine.

Par ailleurs, cette dernière ne dispose pas du système informatique de préalerte dont est doté sa sœur de Virginie — les vies indiennes sont-elles moins précieuses que celles des citoyens américains ? La raison invoquée : le manque de pièces détachées sur place, paraît dérisoire ; il aurait suffi tout simplement d'en constituer un stock, mais cela aurait été sans doute trop prélever sur les profits pour protéger la vie d'indigènes.

Cependant, cette population, dont on a fait si peu de cas, semble maintenant beaucoup intéresser. Des spécialistes de la guerre chimique seraient ve-

nus des Etats-Unis, de R.F.A., de Grande-Bretagne et du Canada pour étudier les effets de l'isocyanate de méthyle sur les êtres humains et se seraient même adressés aux médecins européens venus apporter une assistance médicale. Un terrain d'expérimentation idéal pour ces militaires.

Autres charognards : tous ces avocats qui se sont abattus comme des mouches sur ces affaires très prometteuses, un certain pourcentage des indemnités obtenus pour les dommages causés devant leur échoir.

Du coup, les médias nous révèlent que des centaines de fûts de ce fameux P.C.B. reposent dans un entrepôt de Saint-Quentin depuis de longs mois. Il y a quelques semaines, la perte d'une cargaison de cyanure par un camion à l'entrée du tunnel de Fourvière est passé inaperçu. Question : quel doit être le nombre de morts minimum pour que l'on s'inquiète de ces choses ? Envoyez vos barèmes !

Il est notoire que les industriels pollueurs préfèrent payer des indemnités de dédommagement plutôt que d'investir pour prévenir les accidents. Opération arithmétique élémentaire ! La loi du profit continuera à faire des victimes, surtout dans les pays du tiers monde.

Pierre-Yves Gr. Pierre-Besnard

## VACCINATION DU BÉTAIL IGNORANCE ET INCOHÉRENCE

**C**E 23 novembre, au tribunal de police du Puy, Jean Coulardeau, accusé de non vaccination de son bétail, n'est pas venu sans biscuits : 80 personnes, des dizaines de télégrammes, de lettres de soutien, les témoignages de personnalités et de scientifiques, un dossier solide et argumenté. Il n'en fallait pas tant pour que l'accusation paraisse chétive et, pour tout dire, un peu minable. Le directeur départemental des services vétérinaires de Haute-Loire n'a pas réussi à relever le niveau, bien au contraire. Les contribuables présents ont dû frémir en songeant au salaire rétribuant tant d'incompétence.

Ignorance des règlements sanitaires communautaires, ignorance des techniques de dépistage de la fièvre aphteuse, ignorance des politiques prophylactiques pratiquées à l'étranger, ignorance des conséquences des vaccinations sur les animaux et sur les consommateurs, ignorance de la situation épidémiologique des pays de non vaccination, monsieur le directeur des services vétérinaires a décemment cumulé. Après avoir finement remarqué que la Bretagne était presque une île et que les Corses n'étaient pas des gens sérieux (« Je le sais, j'y suis allé ! » — Ah bon, alors ça doit être vrai), il a fait cet incroyable aveu : si Coulardeau n'avait pas insisté pour avoir ses subventions — qu'on lui a supprimées pour cause

de non vaccination —, il n'aurait pas été poursuivi ! S'il avait été plus discret, il aurait pu élever ses bêtes comme il le voulait, sans subvention bien entendu ; bref, il aurait été « libre » selon monsieur le directeur. Cela veut dire très clairement que monsieur le directeur se fiche complètement de savoir si les vaches de Coulardeau sont ou non contaminées, contagieuses, dangereuses. Ce qui importe à monsieur le Directeur, ce n'est pas la sécurité sanitaire du cheptel dont il est responsable et garant, ce n'est pas la santé publique, ce qui importe, c'est qu'on vaccine, uniquement qu'on vaccine.

Le malheur, c'est que les propos de M. le directeur font autorité. Qui peut mettre sa parole en doute lorsqu'il affirme : « Contre la fièvre aphteuse, le vaccin seul est efficace » (*La Montagne* du 23 novembre 1984) ? Et si l'on sait qu'aucun pays anglosaxons ne conçoit la vaccination comme une politique sanitaire efficace ? (*Le Figaro agricole* de juin 71 — une saine lecture), on doit conclure logiquement que les Anglo-saxons sont des imbéciles. D'ailleurs, M. le directeur les ignore, ces ignares. Quand on lui demande comment, dans les pays de non vaccination, dans le Finistère, est menée la prophylaxie, monsieur le directeur répond qu'il n'en sait rien. Ce n'est pas son problème.

Les contradictions et les incohérences de la politique prophylactique n'ébranlent pas monsieur le directeur. Les porcs, les chèvres, les moutons ne sont pas vaccinés bien que « sensibles ». Les bêtes élevées pour l'exportation ne sont pas vaccinées. Tous ces animaux, légalement non vaccinés, ne dérangent personne : ils sont en règle avec la loi. Les bêtes de Coulardeau, elles, sont illégalement non vaccinées ; et ça, ça ne pardonne pas. Le vrai danger, ce n'est pas la fièvre aphteuse... le vrai danger, c'est le non respect de la loi.

Il est temps que cesse cette escroquerie. Ne nous y trompons pas : les vaccinations animales ne sont que la partie visible de l'iceberg. Le problème des vaccinations humaines obligatoires reste à poser. Ainsi que l'a dit à la barre le professeur Rodet, de l'université d'Evora (Portugal), membre de l'Académie des sciences de New York, les vaccinations en sont encore au stade expérimental. On en maîtrise ni les effets ni les conséquences. La loi ne doit pas nous imposer d'être des cobayes.

Le verdict sera prononcé le 25 janvier. D'ici là, on peut encore écrire à madame la Présidente du tribunal, Palais de justice, 43000 Le Puy. N'attendons pas que la loi change, faisons la changer.

C.D.

## UNE LETTRE DE FRÉDÉRIC JOYEUX

**C'**est de loin que j'envoie ce petit mot aux camarades libertaires. Je me permets de le faire car, même si je m'aère la tête et le corps, la justice suit son cours. Loin des yeux, ce n'est pas loin de son cœur à elle. Elle suit donc son cours et me poursuit par la même occasion. Un drôle de cours et d'étranges poursuites, il est vrai.

Le hasard a voulu que peu de temps avant mon départ me soit remis par voie d'huissier la copie d'un jugement me condamnant par défaut à trois mois de prison ferme pour rébellion. Qu'il est beau ce mot : rébellion !

Pourquoi ? Pour les squatts associatifs encore et toujours. Cette affaire-là est celle du 2 août 1983 qui n'a pas mis moins d'un an et demi, pour, tel le serpent de mer, refaire surface. Le 2 août 1983, la maison que j'habitais, au 182, rue de Crimée dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, fut expulsée par la police socialiste. Quatorze personnes à la rue sans logement... merci pour les nouveaux pauvres. Néanmoins, durant la violente intervention des forces de l'ordre, je parvins à me réfugier sur un des toits d'où une heure durant j'insultais les forces de l'ordre, je le reconnais. Mon arrestation sur ce toit fut pour le moins mouvementée et a donnée lieu à une photo qui orna la première page de *Libération* et du *Parisien libéré* du 3 août 1983. Certains se souviennent peut-être. En bref, 48 heures plus tard, je fus libéré des locaux de la 2<sup>e</sup> B.T. (brigade territoriale), pas même inculpé ; depuis, plus rien. Je croyais l'affaire classée. Une de plus, une de moins, peu m'importait.

Les affaires judiciaires suivent parfois des cours tortueux. Par exemple, pris au hasard,

bien sûr, celle de la rue des Dunes où en juin 1984 les magistrats dirent avoir égaré le dossier pour m'accuser trois mois plus tard de l'avoir dérobé. Le 20 juin 1984, les magistrats qui venaient de renoncer à nous juger quittèrent la salle d'audience sous les quolibets. Les magistrats, force m'est de le constater, répugnent à me juger. Un jour, ils perdent mon dossier, un autre ils perdent mon adresse, comme ça à chaque fois l'affrontement est évité. Avec Phillipot, qui me juge par défaut. Voilà du nouveau, nouveau et aberrant.

Aberrant parce qu'il est de notoriété publique que je ne me suis jamais dérobé face à la justice, bien au contraire et c'est souvent elle qui s'est dérobée dans les plis de la robe magistrat. Aberrant parce que durant huit ans, le Parquet a toujours eu mon adresse, ainsi que cinq juges d'instruction dans des affaires où j'étais impliqué sans parler des dix présidents de chambres correctionnelles qui me convoquèrent à différents procès ; j'allais oublier les juges militaires, les gendarmes, la police judiciaire et les renseignements généraux

qui surent toujours où me joindre pour m'interroger quand des soupçons planaient sur mes activités.

Monsieur Phillipot est bien placé pour le savoir puisqu'à deux reprises, il m'a contacté pour me juger — affaire Peuch : relaxe, affaire « rue Jean-Jaurès » : trois mois avec sursis. Mais peut-être ceci explique cela. Ce président se souvenait peut-être trop bien de ces deux procès et il n'eut pas envie de récidiver ! Mais c'est bien monsieur Phillipot qui a décroché le yoyo : me juger par défaut. Evidemment, c'est plus simple. Il suffisait d'y penser.

Là où le président de la 24<sup>e</sup> chambre, ce fameux Phillipot a manqué d'un humour incomparable dans sa noble activité, c'est quand, par chance, il retrouve mon adresse pour m'annoncer la condamnation. Il faut le faire : il l'a fait !

Remarque, je les comprends les magistrats. Si j'ose dire, je me mets à leur place ! Là, ça a de quoi énerver, depuis huit ans, au milieu de cet acharnement judiciaire, j'ai toujours échappé à la prison. Mais, messieurs, puisque vous y croyez, faites-le avec élégance et non pas comme vils coquins. Un peu de tenue, que diable ! Sinon, une fois de plus, sans le savoir, vous m'attribuez le beau rôle... C'est pourtant simple, moi je ne fais pas de coups bas ; je joue cartes sur table. Ça devrait être le minimum pour tout le monde.

F. Joyeux

## FAIT D'HIVER

**P**ERMETTEZ moi de vous raconter une anecdote sur la manière dont on traite les pauvres derrière le paravent des larmes de crocodile.

Chômeur en fin de droits depuis quatre mois, j'avais trouvé un maigre moyen de tenir : vendre quelques fringues et quelques bouquins aux puces de la Vilette. Mais, les pauvres font sale sous les panneaux Decaux. Leur présence risque de gâcher le « standing » qui fait les grosses galettes immobilières. Leur inconvenante misère risque de gêner les cadres cossus et frimeurs moder-

nistes, grands dépensiers, pour lesquels Chirac nettoie son Paris. Aussi faut-il les dissuader d'avoir recours à de telles combines pour ne pas crever de faim.

Dimanche 9 décembre, à 10 heures du matin, une escouade de flics prend d'assaut le marché des pauvres. Pas de quartier ! Les éboueurs ont été réquisitionnés... fringues, bouquins, disques, bibelots en tous genres sont jetés pêle-mêle dans une benne à ordures qui les broie aussitôt. Dans cette société de surconsommation, il ne faut pas que les rogatons des riches trouvent

un second emploi. Les vendeurs, eux, sont délogés sans ménagement. De toutes façons, on sait bien qu'ils n'ont pas le pouvoir de se défendre et, en plus, la plupart sont des « métèques ».

Rien de plus réjouissant pour un « mercenaire » que d'avoir à foncer dans le lard d'une foule désarmée et impuissante. Voilà une occasion de se soulager des trrouilles que font naître sous les képis les Mesrine ou les amateurs de rodéos. Et la ficaille se marre de voir les pauvres implorer qu'on ne détruise pas leur maigre gagne-pain. Et la ficaille menace, insultes racistes à la gueule, ceux qui osent murmurer. Et la ficaille bouscule, guettant le moindre réflexe de rébellion, la moindre velléité de réplique, pour donner libre cours à son envie de tabasser, d'humilier, sans risque.

J'ai donc, comme tant d'autres, ramassé les débris de mes billes, et suis allé compter mon manque d'argent ailleurs. L'impuissance dans les mains et la haine au ventre. Mais cette haine, croyez moi, je ne ferai pas l'économie de l'énergie qu'elle me donne. Que ceux qui prennent plaisir à m'ôter le croûton de la bouche fassent gaffe à leurs tartines. Grâce à eux, je ne manque plus d'estomac !

Gérard



## MANDAT D'ARRÊT CONTRE UN ÉCRIVAIN

**D**EPUIS la parution de *Suicide, mode d'emploi*, de nombreuses tentatives pour faire interdire ce livre ont eu lieu, et toutes ont échoué. La campagne de haine et de calomnie, se traduisant par des menaces de mort proférées contre les auteurs et l'éditeur du livre dans la presse et par lettres ou téléphone, elle, se poursuit.

Aujourd'hui, le juge Bertolini dans une ultime manœuvre tente de criminaliser la démarche des auteurs et de l'éditeur : depuis 13 mois, Yves Le Bonniec, co-auteur avec Claude Guillon, est inculpé d'« homicide involontaire » et de « non assistance à personne en danger » ; pour avoir échangé une correspondance avec Michel Bonnal, où ce dernier demandait confirmation de renseignements se trouvant dans le livre. Michel s'étant donné la mort par la suite, ses parents, prenant connaissance des lettres, ont porté plainte.

L'inculpation repose sur l'idée grotesque que le contenu d'un ouvrage en vente libre tomberait sous le coup de la loi dès lors que reproduit dans une correspondance privée. L'inculpation de « non assistance à personne en danger », quant à elle, laisse supposer qu'Yves Le Bonniec et Claude Guillon sont tenus de dénoncer leurs correspondants — aux flics, aux psychiatres ? —, on n'est pas en Pologne que je sache !

Ce qui n'empêche que les flics sont venus perquisitionner, le 29 novembre, le domicile des parents d'Yves Le Bonniec, avec un mandat d'arrêt. « Le suicide n'est plus un « homicide de soi-même » passible de poursuites depuis la Révolution de 1789 », disent les auteurs, auxquels s'est joint l'éditeur (Alain Moreau) ; il n'est pas davantage un « danger » mais un droit inaliénable de l'individu qu'aucun texte ne réprime.

« La douleur ressentie par les parents d'un homme qui a choisi la mort n'excuse en rien la démarche odieuse qui consiste à utiliser sa dépouille comme machine de guerre contre un livre qu'il avait jugé bon d'acquiescer et contre ses auteurs auxquels il avait fait confiance.

« Il paraît qu'on trouve encore des crétiens pour croire qu'il est possible d'arrêter une idée avec un mandat... En refusant de collaborer avec la justice, nous défendons non seulement le droit à chacun à décider de l'heure et du moyen de sa mort mais encore la liberté de penser et d'éditer. »

Jean-Pierre Levaray

## COMMUNIQUÉ

**V**ENDREDI 14 décembre, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Enrico Fedele, militant anarchiste italien incarcéré en France. Depuis, ce militant risque donc d'être extradé à tout moment.

La Fédération anarchiste dénonce le fait que les Etats, à l'échelle européenne, s'entendent pour réprimer des militants révolutionnaires.

De plus, la Fédération anarchiste constate une fois de plus l'atteinte portée au droit d'asile qui, ces derniers mois, semble être passé dans les poubelles de l'histoire. La Fédération anarchiste, comme elle l'a été lors du rassemblement du 6 décembre à la Bastille, reste totalement solidaire de ce camarade libertaire.

Fédération anarchiste

MECHANTS CONS  
DANGEREUX



GREMFLICS!

## LETTR OUVERTE

A l'attention de monsieur le Juge d'instruction Beulque (1),

Nous sommes détenus depuis le 17 novembre pour avoir hébergé des personnes que nous ne savions pas recherchées par la police. Officiellement, nous sommes inculpés de « recel de malfaiteurs » et de « détention d'armes ». Nous nous en sommes suffisamment expliqués devant vous.

Le premier motif d'inculpation repose essentiellement sur votre « intime conviction », alors que nous n'avons cessé de déclarer que nous ignorions que ces personnes étaient recherchées pour crime.

Le deuxième motif est proprement aberrant puisque ces armes, enfermées dans des sacs de voyage, ont été reconnues par les dites personnes comme leur appartenant dans leur intégralité.

Au fond, si nous avons été mis en détention préventive, c'est essentiellement à partir d'une volonté policière d'en finir avec le travail de dénonciation des institutions répressives que nous menons tant à travers le journal *Otages* qu'à travers des émissions de radio. Cette volonté policière s'est révélée au grand jour car ce sont en effet les services du S.R.P.J. de Lille qui ont fourni à la presse des informations tonitruantes, faisant état du démantèlement d'un soi-disant « réseau terroriste » dans la banlieue lilloise.

Cette thèse n'est pas vôtre, et pourtant vous venez de refuser notre demande de mise en liberté provisoire, clairement motivée tant juridiquement que par nos situations personnelles qui offrent toutes les garanties de représentation devant la justice (travail et logements fixes, aucune condamnation préalable, etc.), sans compter la surveillance policière qui ne manquerait pas de s'exercer ! La détention préventive, qui devait être l'exception, est trop souvent la règle et vous ne démentez en rien, par votre attitude, cette affirmation.

Nous vous tenons pour responsable de notre détention abusive et décidons en conséquence de rendre cette lettre publique.

Nous demandons : notre libération immédiate et le respect des détenus, notamment :

- le droit au regroupement pour tous ceux qui le désirent ;
- la fin de la censure du courrier ;
- des parloirs réellement libres pour ceux qui le demandent ;
- l'amélioration des conditions générales de détention (nourriture, hygiène, etc.) ;
- la suppression de l'isolement.

Yves Deschamps et Thierry Destriez

(1) Copie de cette lettre est adressée immédiatement à la direction de la maison d'arrêt de Loos, elle aussi concernée, et au ministère de la Justice.



## LIBÉREZ LES OTAGES !

**O**TAGES est un journal qui, depuis janvier 1984, s'est fixé pour but d'être un outil pour l'expression des détenus (hommes et femmes), et en particulier de servir de chambre d'échos pour les prisonniers en lutte contre l'enfermement, afin que leur voix ne soient plus étouffées par les médias à la botte du pouvoir. Ainsi, *Otages* ne tient pas à être un simple journal d'informations sur ce qui se vit derrière les murs des prisons françaises, mais bien un moyen mis à la disposition de ceux qui, de l'intérieur et de l'extérieur, visent à abattre toute forme d'enfermement et donc à détruire le système dont la prison est un des piliers.

*Otages* étant un espace de lutte non contrôlable, il était évident que tôt ou tard l'Etat socialiste s'y attaquerait... Le jeudi 15 novembre, vers 17 heures, une opération « coup-de-poing » contre Action directe et les Cellules combattantes communistes s'est déroulée à Ville-neuve-d'Ascq, près de Lille. Six personnes ont été arrêtées et parmi elles deux membres de la rédaction d'*Otages*, Yves Deschamps et Thierry Destriez. D'autre part, Dominique Le-maire, directrice de publication, a été présentée par les flics comme étant en fuite, ce qui ne l'a pas empêchée d'être présente aux « Quinze jours contre l'enfermement » à Toulouse et de participer à des débats réunissant plusieurs centaines de personnes !

### L'intox

Une fois encore, le pouvoir tente de criminaliser toute lutte contre la prison, en assimilant ceux qui se solidarisent activement avec les détenus à des « terroristes ». Une journaliste, Paula Jacques, aime un « mili-

tant présumé d'Action directe » ? Elle est donc « complice » ! Un écrivain, Dan Frank connaît des militants recherchés ? Il est « complice » ! Un anarchiste, Orazio Valastro, refuse de servir de « balance » ? Il est « complice », et ainsi de suite ! Yves et Thierry sont dans le même cas...

Ceux qui, aujourd'hui, traquent les « terroristes » — qui ne terrorisent pas grand monde, à la vérité ! —, sont ceux qui se réclament à grands cris d'une certaine résistance. A présent, ils proposent ni plus ni moins, à ceux qui sont tombés dans leurs filets, de collaborer ! La délation institutionnalisée... à quand les portraits dans les rues, avec promesse de récompense pour quiconque dénoncera ?

La seule solidarité que l'Etat tolère envers les taulards, c'est d'envoyer des colis de Noël. Ça, au moins, ce n'est pas subversif !

Mais créer un journal pour que les prisonniers s'expriment, faire une émission de radio libre pour que crève l'isolement, répercuter tout azimut les informations sur la vie carcérale et les pratiques arbitraires de l'administration pénitentiaire, ça, c'est interdit ! Et comme on est socialiste, n'est-ce pas, on a du mal à matraquer sans tenir compte des réactions de l'opinion ; alors on criminalise, on calomnie, on dénature, bref on désinforme et on intoxique afin de pouvoir réprimer en toute tranquillité. Si Action directe n'existant pas, il faudrait l'inventer !

Lors des dernières révoltes dans les prisons, *Otages* a joué son rôle : celui de coordonner les luttes, dans un seul but : être le plus efficace possible contre la machine à écraser les individus. La répression actuelle est, à l'évidence, un ré-glement de compte.

« Nous sommes et resterons les complices de tous ceux qui luttent contre l'enfermement. Cela, la presse, la police et la justice l'ont compris. Et pour terroriser les tenants de cette attitude politique, tous se sont empressés d'en faire un délit : le recel de malfaiteurs. », déclare aujourd'hui l'équipe d'*Otages* (1). Et ils n'ont pas du tout l'intention de baisser les bras, il y a trop de pain sur la planche !

### Solidarité !

Le principal terroriste, c'est l'Etat. Les anarchistes ne cessent et ne cesseront jamais de le répéter. Ils se refusent, eux aussi, à tomber dans le piège grossier d'une solidarité sélective face à ceux qui se retrouvent enfermés. Même si des désaccords évidents nous opposent à certains mouvements victimes de la répression, nous nous devons de les soutenir malgré tout, non parce que nous sommes sur leurs positions politiques ou en accord avec leur « stratégie », mais bien parce que la lutte contre la prison ou toute autre forme d'enfermement, comme la lutte contre l'armée, la justice, la police, est une lutte indissociable de notre combat anticapitaliste et anti-étatique. « Théorie est pratique ne doivent faire qu'un si nous voulons réussir. » (Kropotkine, *Théorie et pratique*, in *Le Révolté*.)

Gil  
Gr. Libertard

(1) « *Otages* », B.P. 37, 59651 Ville-neuve-d'Ascq cedex. Un dossier sur la situation du journal et sur la répression que connaissent certains de ses animateurs est disponible également à cette adresse. On peut aussi soutenir Yves et Thierry en leur écrivant : Yves Deschamps, écrou 20 760, et Thierry Destriez, écrou 20 759, Maison d'arrêt, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374, Loos cedex.

Le tribunal s'est prononcé pour la mise en liberté de Thierry et Yves, mais le parquet a fait appel.

## TROIS ANS DÉJÀ COUCOU LA REVOILÀ !

**A**INSI la guillotine revient sur le devant de la scène, poussée par les leaders musclés de la droite plus ou moins extrême. Le débat sur la peine de mort est relancé, campagne électorale oblige. Des affiches pour le rétablissement de la « bascule » fleurissent sur les murs ; certaines, signées par des « cache-sexes » du Front national allant jusqu'à réclamer la mort pour les voleurs de sacs à main. Toute cette campagne est évidemment basée sur la sacro sainte « insécurité » qui rongerait notre chère vieille France.

Face à ce déferlement d'appels au couperet, les organisations de gauche réagissent au quart de tour : plus jamais ça ! Les déclarations indignées se succèdent dans les journaux, les prises de positions virulentes contre la peine capitale et ses partisans s'affichent à leur tour. Bref, la chamaille classique tient lieu de débat.

Et pourtant, la peine de mort n'a jamais été abolie ! Si les réactions contre la guillotine sont saines et légitimes, il n'empêche que les éternels chevaliers du combat abolitionniste semblent ne réagir qu'émotivement. On en arrive à se demander si ce qui choque les opposants à la peine de mort n'est pas simplement l'idée d'une tête tranchée roulant dans la sciure devant un parterre d'officiels, vaguement écoeurés. Depuis plusieurs années, la machine sinistre n'a pas fonctionné... et pourtant combien d'individus jugés associés par les tenants de la normalité ont-ils été exécutés ?

De l'enfermé qui se taillade les veines par désespoir dans sa cellule au rebelle qui crève dans un caniveau, une nuit où il n'a pas su courir assez vite devant les flics ; du taulard qui profite de l'inattention des chiens de garde pour se pendre, à celui qui se liquéfie

sous l'effet destructeur des tranquillisants derrière les murs de l'asile psychiatrique ; combien d'exécutions capitales ont-elles eu lieu depuis l'abolition de la guillotine.

Ceux qui se révoltent à l'idée qu'on puisse décapiter un homme — ou l'électrocouter, ou le pendre ; la barbarie organisée variant selon les frontières —, semblent mal comprendre que la peine de mort commence exactement au moment où la société décide froidement d'éliminer un de ses membres « anti-social ». La méthode n'entre pas en ligne de compte ! Les pays soi-disant civilisés sont même plus « imaginatifs » dans l'horreur et les moyens de la faire durer que les pays qu'ils qualifient d'« arriérés » qui, eux, sont en général plus « expéditifs ».

Ce que nous devons refuser et combattre de toutes nos forces, ce n'est pas seulement la guillotine qui repointe le nez, mais bien toutes formes de des-

truction de l'individu au nom de l'ordre établi ! Et ce combat est indissociable de notre lutte pour une société libre et

égalitaire, puisque le rejet de toute oppression, de toute contrainte imposée en est la base.

Gil



## L'OPPORTUNISME EN VERT

UNE salée houleuse et bariolée, à Hambourg, accueillait du 7 au 9 décembre 1984 le congrès du parti des Verts (Die Grünen). Trois jours de débats et d'analyses sur l'année écoulée et sur la stratégie politique « verte » pour l'avenir. Une année seulement nous sépare du congrès de Sindelfingen où les Verts exultaient d'être une force face aux partis traditionnels et se félicitaient de leur entrée au Parlement. Depuis, les camps, certes déjà existants, se sont consolidés.

Il y a ceux qu'on pourrait appeler les « purs et durs », les « fondamentalistes » refusant tout compromis avec le pouvoir ou les partis établis (1), fervents tenants d'une société écologique utopiste et dont la figure dominante est Rudolf Bahro. Et puis, il y a ceux qui ont la tête plus près du bonnet. « Réalistes », titrent certains journaux. Je préfère de loin le mot « opportunistes ». Ils ont exhorté les congressistes à ne pas fuir leurs responsabilités, à accepter de passer des compromis, des alliances, notamment avec le S.P.D. Finalement, cette dernière tendance l'a emporté de justesse au congrès où les participants ont

adopté une résolution de compromis plutôt mitigée — 342 voix pour, 264 contre — qui précise que : « Les alliances possibles avec un parti « traditionnel » sont du ressort des fédérations locales et fédérales, seules aptes à prendre une décision. » Voilà ce qu'on appelle ménager son potentiel électoral en vue des prochaines échéances à Berlin-Ouest, dans la Sarre et en Rhénanie-Wesphalie du Nord.

Parmi les « opportunistes », on retrouve Otto Schily, ancien avocat de la bande à Baader et confondateur du chancelier Kohl devant la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Flick, ainsi que Waltraud Schoppe, porte-parole du groupe parlementaire des Verts.

A noter que le congrès a adopté cette résolution en sachant que les tentatives de collaboration avec le S.P.D. dans les Parlements régionaux ont toutes échouées jusqu'à présent ; la dernière expérience ayant pris fin le 20 novembre 1984 dans le Land de Hesse en raison du désaccord entre socialistes et Verts sur la politique nucléaire.

Enfin, la joute orale entre « fondamentalistes » et « oppor-

tunistes » a révélé que parmi ces derniers, certains savaient y faire pour subjuguier l'auditoire. Pour un parti qui se targue de refuser les professionnels de la politique, « chaque peau ! ».

« L'avenir nous appartient », lançait le parti des Verts dans une correspondance adressée au *Monde* en décembre 1983 où il affirmait également : « Nous continuerons à secouer les hiérarchies jusqu'à ce que l'ordre économique s'établisse sur les bases des besoins réels de

tous et respecte un développement harmonieux entre l'homme et la nature (...). Les conditions de vie doivent être radicalement transformées par une politique sociale audacieuse et progressiste. » On dirait du « Mai 68 » au rabais ! Quelle part, à Francfort, survit un de ces dinosaures, Cohen-Bendit, alias Dany-le-Rouge ; aujourd'hui : Dany-le-Vert et, demain sans doute, Dany-le-Marron.

Mais pour l'instant, le parti des Verts a encore quelques

chances de maintenir sa position — troisième force politique du pays — dans le jeu démocratique. Il représente 10%, environ, du corps électoral et les thèmes qu'il défend, en particulier celui de la protection de l'environnement, ont séduit jusqu'aux couches les plus conservatrices de l'opinion.

Martine  
Liaison Bas-Rhin

(1) *Stieger au Parlement, n'est-ce pas déjà un compromis ?*

## MINEURS ANGLAIS : SOLIDARITÉ PARTOUT

« L A C.G.T. a appelé ses organisations dans chaque département et dans chaque localité où elles existent (...) à organiser autant qu'elles le pourront des initiatives d'entraide et de fête pour les chômeurs et leurs enfants. (...) Solidarité partout, la solidarité ouvrière n'a pas droit en Grande-Bretagne aux égards que l'on manifeste à la Croix-Rouge ou aux œuvres charitables. Et on nous dit que la lutte des classes n'existe pas ! »

Ces paroles ont été prononcées par Henri Krasucki au départ, vendredi dernier, d'un convoi de 10 camions chargés de 100 colis de Noël offert par la C.G.T. aux enfants des mineurs britanniques en grève. Le fait est là, quoi que l'on pense de la C.G.T., l'organisation syndicale française aide concrètement les mineurs anglais en grève. Silence général dans les autres confédérations réformistes, exceptées des dissidences de la C.F.D.T. En revanche, les sections de l'A.I.T., à leur mesure, aident aussi les mineurs

anglais. Il n'y a pourtant pas beaucoup de commun entre la conception du syndicalisme majoritaire à la C.G.T. et celle des compagnons de la C.N.T.F. Mais la solidarité ouvrière, si elle veut être effective, ne doit pas avoir d'oeillères. Le réflexe de classe semble avoir quitté les bureaux de confédérations qui ont du syndicalisme une idée bien fade. Pour ce qui en est de la C.G.T., espérons que le charbon polonais ne viendra plus troubler la solidarité krasuckienne.

Alexis Pierre

## AU PAYS DU SOCIALISME RÉEL LE SYSTÈME RÉPRESSIF EN U.R.S.S.

LE système policier soviétique, qui a déjà maintes fois fait les preuves de son efficacité, tient sa particularité de ce qu'il embrasse toute la vie sociale et politique. Un quadrillage est ainsi mis en place à l'échelle entière du pays.

Appareils de surveillance et de répression :

- corps spécialisés : la milice, le K.G.B. (Comité de sécurité d'Etat), l'armée qui est elle-même encadrée par le K.G.B., les organismes judiciaires qui n'ont aucune indépendance vis-à-vis du pouvoir politique ;
- les corps auxiliaires : « Droujinouks », auxiliaire de la milice (en général d'anciens délinquants en quête de réhabilitation), les responsables de « groupes », c'est-à-dire les responsables des cellules du parti, des syndicats, du Komsomol et les responsables de l'administration : directeurs d'usine, recteurs d'université, etc.

### Mesures de surveillance

Le fichage systématique est le moyen le plus employé pour le contrôle de toute la population soviétique. La « propika » est l'enregistrement obligatoire du domicile dans lequel les gens vivent. Il leur est interdit de changer de domicile sans autorisation de la milice, qui en fait mention sur le passeport intérieur. L'autorisation difficile à obtenir, pour empêcher la mobilité des personnes, dépend essentiellement de la personne en question, de son passé politique et de la région dans laquelle elle veut s'installer.

Différents fichiers existent :

- comités de groupes d'immeubles, où l'enregistrement est donc obligatoire, dépendant étroitement du commissariat de la milice du quartier ;
- l'entreprise où chaque travailleur a un livret qui le suit en cas de changement de lieu de travail ;
- le syndicat où l'adhésion est quasi obligatoire ;
- le Komsomol (Jeunesse communiste), dont presque tous les écoliers font partie, son adhésion est obligatoire si l'on veut entrer plus tard à l'université.

### Mesures répressives

La mesure la plus étendue, puisqu'elle vise à embrigader tous les citoyens, est la pression sociale ou, si l'on préfère, la soi-disant éducation socialiste qui se traduit par : la participation aux réunions politiques où est expliqué les mesures prises par le P.C.U.S. ; la participation aux mesures d'émulation socialiste au sein des entreprises ; la participation aux fêtes civiles et aux

meetings ; dans les universités la lecture de manuel sur le marxisme-léninisme, l'histoire du parti, l'économie politique est obligatoire, ces matières étant éliminatoires aux examens.

Si un individu ne se comporte pas en « communiste responsable », l'Etat l'exclue de son lieu de travail (entreprise, université, etc.). Il peut être ainsi accusé de « parasitisme social » tout à fait légalement. Et s'il persiste dans ses activités « antisoviétiques », il sera frappé d'un éloignement administratif, plus connu sous le nom de déportation. Ceci peut aussi bien être appliqué à un individu qu'à une communauté, c'est alors ce que les autorités appellent un « déplacement de population ». L'envoi dans un camp de rééducation par le travail est la mesure la plus courante, car elle permet de disposer de main-d'œuvre à volonté.

Selon des estimations, il y aurait 1 100 camps de concentration sur tout le territoire. Les conditions de survie y sont beaucoup plus rigoureuse pour les détenus politiques : faim chronique, manque de soins médicaux, travaux pénibles et souvent dangereux. Les prisons sont peu répandues du fait de leur non rentabilité, et sont directement administrées par le K.G.B.

Les peines de prison sont ressenties par les prisonniers comme celles étant les plus dures. Le taux de mortalité est en effet plus élevé dans les prisons que dans les goulags. Depuis l'accession d'Andropov au pouvoir, les conditions de vie des prisonniers se sont détériorées. En octobre de l'année dernière, est entrée en vigueur une loi permettant aux directeurs de prisons et de camps de prolonger de 3 à 5 ans la peine des détenus, s'ils se rendent coupables de désobéissance vis-à-vis des règlements intérieurs et s'ils ont déjà été punis de deux semaines de mitard.

La peine maximum de 5 ans peut être appliquée pour les prisonniers condamnés pour crimes graves, dont les prisonniers politiques. Un pas de plus est donc fait dans l'arbitraire le plus total. Reste les condamnations à mort qui se font assez rare et ne touchent que les délits de droit commun. Mais tenant compte du fait que l'amalgame est, de plus, souvent fait par les autorités, il est à craindre de voir des détenus politiques condamnés à la peine capitale pour les raisons les plus diverses. La plupart des prisonniers politiques sont incarcérés pour des délits relevant des articles du code pénal tels que « agitation et propagande antisoviétique », « calomnies antisoviétiques », « violation de la législation sur les cultes ».

Tous soviétiques qui s'associent pour des activités qui, sans être illégales, ne sont pas approuvées par les auto-

rités peuvent faire l'objet d'un diagnostic officiel de maladie mentale et être internés d'office, divers examens pouvant permettre de modifier sa catégorie psychiatrique et de légaliser son internement.

### La psychiatrie au service de la répression

L'utilisation abusive de ce procédé est devenue un moyen pratique pour l'Etat : faire passer les opposants au régime pour des déséquilibrés présentant un « danger pour la société ». Cela a été utilisé pour tenter de se débarrasser des groupes non officiels de défense des droits de l'homme, de militants du S.M.O.T. (syndicat libre), de pacifistes (groupe pour le rétablissement de la confiance entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis), de croyants, de gens demandant le droit d'émigrer. Amnesty International a dénombré 110 personnes arrêtées, entre 1977 et 1982, s'ajoutant aux internés déjà arrêtés.

En 1971, le ministère de la Santé publia une directive sur l'« internement d'urgence des malades mentaux présentant un danger public », dans laquelle il est inscrit que celui-ci peut avoir lieu sans autorisation de la famille et avec l'aide de la milice, si le besoin se présente. Cette directive énumérait un certain nombre de symptômes servant de critères, mais ceux-ci manquant de clarté et de précision médicale, ils peuvent s'appliquer à tout comportement non conformiste.

Pour compléter, il fut adopté par le Présidium suprême un texte intitulé « Serment du médecin soviétique » où il est déclaré entre autres : « Je jure solennellement d'observer et de développer les nobles traditions de la médecine nationale, de fonder tous mes actes sur les principes de la morale communiste, d'avoir toujours présent à l'esprit le haut titre de médecin soviétique et d'être toujours conscient de mes responsabilités envers le peuple et l'Etat soviétique. » La majorité des internés se retrouve dans des hôpitaux psychiatriques ordinaires mêlés aux vrais malades, dans lesquels a été créée une section de « traitement médical forcé » destinée aux politiques. Les autres se verront incarcérés dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux où le régime est beaucoup plus sévère. Il est fréquent pour les opposants politiques d'y faire plusieurs séjours durant leur vie militante.

Jean-Claude  
Gr. Kropotkine

## GRÈCE CHRONIQUE D'UNE LUTTE

Le 2 octobre 1984, le directeur général de la police de la ville d'Athènes déclarait aux journalistes : « Nous allons forcer les anarchistes à quitter le quartier de la place d'Exarkia, et nous les empêcherons de trouver un autre point de rencontre. »

Pour tous ceux qui connaissent la réalité grecque, il est d'évidence que cette déclaration sonnait le glas à la mise en place d'un processus pour « exterminer » le mouvement anarchiste grec. La place d'Exarkia, depuis la reconstruction de la démocratie en Grèce, est devenue le point de ralliement de tous les anarchistes et de ce qui reste de l'extrême gauche. Pour des raisons évidentes, la police a toléré le trafic de l'héroïne aux environs d'Exarkia. Une situation d'affrontement se produisit entre les trafiquants et les anarchistes, laquelle fut amplifiée par le fait que quelques-uns de ces trafiquants étaient soupçonnés de collaborer. Quand la police comprit que le « projet héroïne » ne portait pas ses fruits et qu'il n'était pas si facile d'en

finir avec les anarchistes, cette dernière a décidé de prendre des mesures plus « efficaces ».

Le 4 octobre 1984, des centaines de policiers organisèrent l'opération « vertu » en effectuant des interpellations massives. Des anarchistes et de simples passants furent les cibles des brutalités policières. A la sortie d'un cinéma voisinant Exarkia, de simples quidams furent attaqués et matraqués par la police. Bilan de cette opération : une centaine d'arrestations, plusieurs blessés et des affrontements entre la police et des citoyens déterminés à résister à la brutalité du pouvoir.

La presse nationale s'est fait largement l'écho de ces événements, la société athénienne s'est montrée quant à elle scandalisée par cette répression sans précédent. Devant ce tollé général, le gouvernement a contraint les responsables de la police à reconnaître leurs « erreurs » et même à annoncer que le car de police qui montait la garde sur la place Exarkia, depuis trois ans, serait retiré.

Cette action a été un échec patent pour la police, mais elle a en quelque sorte redonné un objectif au mouvement anarchiste grec ; après deux ans d'inactivité, les menaces policières contre le dernier bastion anarchiste (Exarkia) ont ranimé l'esprit combattif des anarchistes grecs.

Le 25 octobre 1984, les anarchistes décident d'organiser un concert dans l'université d'Athènes. Ce concert a pour visée de condamner la répression étatique, mais une « alliance créée » entre la police, l'administration et les syndicats d'obédience socialiste et communiste s'est faite afin d'interdire ce concert.

Cette interdiction a provoqué une émeute au cours de laquelle l'une des salles de l'université fut totalement détruite et des affrontements de rues se déroulèrent entre les forces de l'ordre et les personnes qui étaient venues assister au concert : deux banques furent attaquées et plusieurs façades de magasins saccagées.

La presse bourgeoise a donné une description dramatique des événements, avec des premières pages couvertes de photos et de légendes telles que : « Nuit d'anarchie au centre d'Athènes ». Dans leurs colonnes, les journalistes demandent à la police de trouver les coupables de ces actes de vandalisme ; les journaux d'opposition (droite) déclarent le gouvernement irresponsable, dans la mesure où il n'a pas agi contre les « hordes d'anarcho-punks ». Vu le consensus général pour condamner les anarchistes, la voie était désormais libre pour mener une opération « efficace » destinée à les exterminer.

Cette chronique donne une idée des causes qui ont conduit

aux arrestations massives du 5 décembre 1984 (voir M.L. n° 543).

### Les derniers événements

Mardi 11 décembre 1984, trois personnes ont été présentées au juge d'instruction. Quinze autres verront leur dossier étudié et s'entendent dire que le résultat sera annoncé ultérieurement... Ce même mardi, les anarchistes grecs convoquent les habitants d'Athènes à une manifestation contre la répression de l'Etat. Dix mille personnes défilent dans les rues. Cette manifestation contrairement aux précédentes se déroule dans le calme et sans heurt avec les forces de l'ordre. Face à cette mobilisation massive, le gouvernement opère un repli stratégique, puisqu'il libère sur le champ 124 des 126 personnes arrêtées. Les deux personnes encore détenues sont déclarées « dangereuses ». Le juge d'instruction devrait se prononcer d'ici quelques jours sur leur sort.

Selon toute évidence, l'Etat effectue un changement de tactique devant la résistance concrète des anarchistes grecs et devant la pression internationale

de différentes organisations anarchistes. Il ne souhaite pas a priori que cette affaire prenne une dimension internationale, laquelle dimension pourrait endommager la vitrine de la démocratie socialiste de la Grèce actuelle. La démarche étatique est évidente, il s'agit de laisser s'écouler un certain laps de temps pour que l'intérêt porté à cette affaire s'amenuise.

Maintenant, plus que jamais, il est nécessaire de condamner la répression de l'Etat qui tente de supprimer le mouvement anarchiste grec en utilisant l'arsenal habituel : arrestations massives, accusations pour activités contre le régime démocratique, pouvant entraîner dans ce cas précis des peines de prison allant jusqu'à 10 ans. Car, au-delà de ces dernières arrestations, ce que vise le gouvernement socialiste grec c'est l'élimination systématique de tous ceux qui refusent d'accepter la conformité d'un modèle de citoyen bien défini.

Les anarchistes, en l'occurrence, étaient la première cible du pouvoir grec, gageons qu'ils ne seront malheureusement pas les seuls...

T.V.

## ARGENTINE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE ANARCHISTE

L'initiative des compagnons de la bibliothèque populaire Jose-Ingenieros était organisé durant les journées des 12, 13 et 14 octobre une rencontre anarchiste régionale avec la participation active de près de 60 compagnons.

Des compagnons de Cordoba, de la Plate, d'Olebarria, de Rosario, de San-Miguel et de la capitale fédérale assistaient à cette rencontre ; ainsi que quelques compagnons uruguayens.

Les groupes suivants participaient à cette rencontre : Comunidad, F.L.-Capital, la Protesta, Utopia, le mouvement libertaire de Cordoba, les Travailleurs anarchistes, le ciné-club Jaen, Comunidad aranzo de Mar-del-Plata, la Résistance anarchiste, l'Agitation anarchiste, les anarcho-punks, des militants du groupe Distributor Impulso de Rosario et du centre d'étude Rafael-Barret.

Durant ces trois jours, des réunions d'analyses et de débats se sont déroulées dans un esprit de camaraderie. Lors de la première journée, les différents groupes se sont présentés et ont exposés leurs activités. Ensuite, ceux-ci ont partagé le repas avec les compagnons du ciné-club Jaen qui a projeté quelques court-métrages de critique sociale.

La seconde journée a laissé place à un débat sur le thème : « Syndicalisme et anarchisme. Les différents compagnons se sont exprimés à propos de leur investissement dans le mouvement ouvrier, de leur expériences concrètes et des possibilités de pratiques autogestionnaires. A cette occasion, les compagnons appartenant aux corporations suivantes se sont réunis : les arts graphiques, le téléphone, la construction, la pharmacie, les chemins de fer, la poissonnerie, l'enseignement...

Ces analyses et ces débats ont ensuite porté sur les droits de l'homme, au sens fort du terme ; revendication qui a toujours caractérisé le militantisme libertaire. Au terme de cette réunion un accord a été établi en vue de former une commission susceptible de coordonner les activités des anarchistes.

La réunion s'est terminée par un exposé de l'écrivain Constantino Uamando : « Les héros vénérables » qui démontre l'aliénation à laquelle sont soumis les hommes et leur révolte contre celle-ci. Les compagnons uruguayens ont ensuite projeté des diapositives à propos de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1984 à Montevideo et sur l'expérience autogestionnaire menée par la F.U.C.U.A.N., une organisation qui regroupe des coopératives de construction. La dernière journée s'est poursuivie par un débat portant sur le syndicalisme et les possibilités d'influence anarchiste sur le mouvement ouvrier.

Au cours de cette rencontre, il a été remarqué que, dans les diverses activités de la pratique autogestionnaire, un fort esprit de solidarité s'était établi. Les personnes présentes se sont quittées en formulant le souhait de répéter ces rencontres qui permettent une coordination des tâches.

Carlos



Manifestation des compagnons grecs.

## COMMUNIQUÉ

NOUS annonçons dans le Monde libertaire précédent l'arrestation massive de 126 anarchistes grecs suite à la manifestation qui s'était déroulée dans le centre d'Athènes, lors de la venue de J.-M. Le Pen en Grèce.

Bien que 124 d'entre eux aient été relâchés, deux compagnons anarchistes grecs croupissent encore actuel-

lement dans les geôles de l'Etat socialiste grec.

Il importe que la pression internationale ne fléchisse pas d'un pouce, c'est pourquoi nous vous demandons de continuer à exprimer votre soutien, en protestant auprès de l'ambassade de Grèce en France, au 17, rue Auguste-Vacquerie, Paris 16<sup>e</sup>, tél. : 723.72.28).

Fédération anarchiste

# « LES DOSSIERS NOIRS D'UNE CERTAINE RÉSISTANCE »

La résistance et la Libération ont longtemps été considérées comme des sujets tabous. Aborder cette période d'un point de vue critique était entreprise périlleuse, d'autant que certains la considéraient comme chasse gardée. Les communistes, après avoir longtemps tergiversé de juin 1940 à juillet 1941, ont occupé le devant de la scène jusqu'à faire croire qu'ils étaient les seuls à avoir combattu le nazisme.

Beaucoup pendant ces sombres années ne se sont pas résolus à aborder le « tragique » en simples spectateurs. De tous bords : gaullistes, socialistes, chrétiens, communistes, anarchistes..., des hommes se sont levés pour lutter contre le fascisme. Nos compagnons libertaires espagnols, qui avaient pris une part prépondérante au combat contre le sinistre Franco, trouvèrent dans cette période les ressources nécessaires pour continuer la lutte incessante contre l'arbitraire et l'autoritarisme.

A la libération du Sud-ouest, en août 1944, les communistes espagnols, regroupés dans l'Union nacional española (U.N.E.), aidés par leurs homologues du P.C.F., tentèrent de s'assurer l'hégémonie sur l'exil espagnol. Les compagnons anarchistes de la C.N.T., de la F.A.I., les Jeunesses libertaires, les socialistes, les républicains de gauche et bien d'autres ne rallièrent pas l'U.N.E.

Les vives critiques qu'ils émettent à l'encontre de l'action négative de l'U.N.E., notamment vis-à-vis de l'entreprise insensée et irresponsable d'envahir l'Espagne à l'aide de quelques bataillons de guérilleros, portèrent un coup mortel à la tentative communiste de mainmise sur l'exil. L'U.N.E. fit alors parler les armes en représailles.

Des compagnons anarchistes périrent en territoire français sous les coups des stalinien. Par dizaine,

des combattants antifascistes furent liquidés par les « seconds couteaux » du Parti communiste espagnol qui trouvait en cette fin de 1944 la possibilité de continuer l'œuvre commencée sept années plus tôt dans les rues de Barcelone.

Quarante années ont passé, mais les souvenirs restent vivaces et les documents sont là pour confirmer les faits. Pour une vingtaine de compagnes et compagnons, libertaires espagnols, ces souvenirs ont pris la forme de témoignages à charge contre l'attitude ignoble des stalinien. Des extraits de trois de ces témoignages donnent ici un aperçu des méthodes employées et de l'ambiance qui pouvait régner alors.

Henri Melich, caporal Sans dans le maquis F.T.P. de Savezines (Aude), qui passa la frontière à Valcabollere, fin novembre 1944, avec un groupe guérillero... Jose Ariso qui faisait partie d'un regroupement important de cénétistes dans l'Ariège, se souvient de l'élimination physique de nombreux compagnons par l'intermédiaire de l'U.N.E... Angel Aransaez qui, avec un groupe très important de cénétistes à Decazeville (Aveyron), était en contact avec les compagnons anarchistes ayant formé le bataillon du Barrage de l'Aigle dans la résistance. Il fut lui-même inquiété, avec d'autres militants anarchistes, par les F.T.P., en octobre 1944, et risqua d'être passé par les armes.

A côté d'une rétrospective historique des affrontements qui ont opposé stalinien et libertaires et d'une analyse des événements de l'époque, des témoignages (en partie inédits) et des documents authentiques, donc indiscutables, ont fourni l'essentiel du livre 1944, *les dossiers noirs d'une certaine résistance (trajectoires du fascisme rouge)*, édité par le groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste.

L'ouvrage *Les dossiers noirs d'une certaine résistance* sera présenté par deux de ses co-auteurs sur Radio-Libertaire samedi 22 décembre 1984, de 10 h à 12 h ; et fera l'objet d'un débat ce même jour, à partir de 14 heures, à la librairie du Monde libertaire, où il est bien sûr en vente, 45 F.

## TÉMOIGNAGE DE JOSE ARISO

DANS cette ferme, les compagnons, tous anarchistes espagnols, fêtaient la naissance d'un enfant des habitants de la ferme en compagnie d'amis. Il y avait en tout six adultes et deux enfants. A un moment, dans la nuit, ils entendirent du bruit dehors. Dans un premier temps, ils crurent à la Gestapo. Les compagnons qui habitaient la ferme travaillaient avec la résistance. Tendant l'oreille, ils saisirent des mots en espagnol. Rassurés, ils ouvrirent la porte. Il s'agissait d'espagnols de l'U.N.E., communistes.

Ils discutèrent un peu et les communistes furent finalement invités au repas. La conversation fut amenée par les communistes sur le problème de la résistance, de la sécurité et de la possession d'armes. Ils demandèrent aux compagnons s'ils détenaient des armes. Devant les réponses évasives, ils demandèrent s'ils connaissaient le maniement des armes. Ils se mirent à sortir les leurs et à les manipuler. Soudain, la lumière fut éteinte et les communistes mitraillèrent la pièce à l'aveuglette. (...)

## TÉMOIGNAGE DE HENRI MELICH

J'ai demandé à Labela si nous devions continuer encore longtemps à nous enfoncer en Espagne. Les raisons s'épouvaient... j'ajoutais : « Ne crois-tu pas que, pour notre mission, nous ne soyons pas trop nombreux ? Avec cinq ou six bonshommes, cela aurait suffi ! »

Labela me répondit : « Tu vois, Sans, il faut que je te dise la vérité. Notre action n'est pas un sabotage. En réalité, nous sommes un groupe d'avant-garde. Nous devons attendre le commandant Mateo qui doit nous

rejoindre avec un groupe plus important que le nôtre. Ensuite, nous formerons des petits groupes de six à huit hommes autour des villages » (...)

Je partis avec un jeune compagnon du premier groupe. En descendant dans la forêt, nous entendîmes parler en espagnol... Je me retins de répondre juste à temps. A une trentaine de mètres en contrebas, deux gardes civils, l'arme à la bretelle, montaient vers nous lentement.

Nous nous postâmes pour les prendre en embuscade. Avec un feu croisé, il nous semblait

que c'était du tout cuit. Mais, au même moment, j'en vis quatre autres, légèrement plus bas, qui suivaient les deux premiers. Cela en faisait trop pour nous deux. Quand je me retournai pour faire signe au jeune qui m'accompagnait, il avait disparu. Il me fallut revenir précipitamment pour avertir les autres. Je n'eus pas le temps de parler car Alcaraz arrivait d'un autre côté en criant et en tirant avec sa mitrailleuse... d'autres gardes civils arrivaient d'ailleurs.

H. Melich

## Saboteurs de la Production

Après la libération de la plus grande partie du territoire français, notre Parti Communiste qui a été un des principaux artisans de la victoire est adressé à tous les travailleurs manuels et intellectuels, des usines et des campagnes. Il leur a dit, comme il a aussi affirmé le Général de Gaulle : la guerre n'est pas finie.

**Il faut gagner la guerre et écraser le fascisme hitlérien.**  
Et, pour nous mineurs, le devoir est clair.  
**Il faut tirer du charbon. Il faut produire au maximum.**  
Or c'est ce moment que choisissent une poignée de provocateurs anarchistes pour déclencher un mouvement sous un prétexte fallacieux.

Lorsque les mineurs patriotes sabotaient la production destinée à Vichy ou aux Boches les mêmes individus travaillaient très consciencieusement.

Lorsque nous luttons pour la victoire des Nations Unies, les individus affirmant qu'ils préféraient voir Hitler victorieux plutôt que Staline.

Ces gens là appartiennent à la 5<sup>e</sup> colonne internationale. Ils sabotent l'union des patriotes espagnols contre Hitler et Franco.

Ils sabotent l'action patriotique contre les oppresseurs de la France. Ils tentent de saboter la production de charbon au moment où toutes les organisations patriotes de France, en tête desquelles se tiennent notre parti, appellent tous les travailleurs à un effort accru.

Nous arrachons le masque de ces aventuriers et nous demandons :  
**Qui les protège ? Qui les soutient ? Qui leur fournit des armes ? Des fonds ?**  
C'est la 5<sup>e</sup> colonne de France.

Tous les ennemis de la liberté, des démocraties se rejoignent.  
Les patriotes français ne toléreront pas ces provocations.  
Ils demandent les aventuriers anarchistes et demandent que ces individus soient mis hors d'état de nuire.

**Ils appellent tous les mineurs patriotes et antihitlériens à augmenter leurs efforts pour une production accrue.**

**Pour une victoire rapide et décisive.**  
**Pour la libération et la renaissance de la France.**

Le Parti Communiste Français (Section de Decazeville)

Tract à propos de la grève pour la libération des compagnons séquestrés par les F.T.P.

## TÉMOIGNAGE DE ANGEL ARANSAEZ

Le 17 octobre 1944, suite à une réunion, nous décidâmes d'arrêter la concentration des compagnons et familles, craignant une attaque de ceux de l'U.N.E. Pendant la nuit, les informations que nous reçûmes nous apprirent « qu'en cas d'arrestations, elles seraient faites par les F.T.P. ». Ceci nous obligea à revoir la situation.

De plus, nous avions adopté des accords que nous devions exprimer le lendemain au plenum régional n°2, à Perpignan, auquel j'étais désigné comme délégué.

Quelque heures après, alors que nous étions tous chez nous, il devait être deux heures du matin, une quinzaine de guérilleros F.T.P. armés jusqu'aux dents, firent irruption chez le

compagnon Saturnino Aransaez. Ce compagnon, mon propre père, fut emmené dans un autobus avec mon frère Floreal et le compagnon Juan Lopez, qui était resté dormir chez mes parents, vu l'heure tardive de la réunion. Ensuite, ils enfoncèrent d'un grand coup de pied la porte de ma maison, où je dormais avec ma compagne et notre fillelette Vida. La Gestapo n'avait rien à envier de leurs brutalités. Ils m'ordonnèrent de m'habiller pour « m'emmener faire un tour dans la nature » (...)

Avec cinq autres compagnons, les yeux bandés, nous fûmes transférés en autobus pendant une heure, par des routes sinueuses, dans un lieu lugubre et désert dans la montagne. On nous ôta le bandeau des yeux et nous nous retrouvâmes

tous les neuf adossés au mur d'une maison. Face à nous, un important nombre de guérilleros armés de mitrailleuses, (...)

Le commandant m'interrogea. Dans ce bureau, il y avait plusieurs guérilleros, parmi eux, un lieutenant que je connaissais en tant que communiste espagnol. Le commandant commença son interrogatoire ainsi : « Pourquoi faites-vous partie de la cinquième colonne internationale ? » Ce à quoi, je répondis : « S'il vous plaît, si — mal informé par l'Union national et le Parti communiste espagnol —, vous avez l'intention de nous exécuter, faites le, mais ne nous traitez pas de cinquième colonne, ni de fascistes ».

A. Aransaez

**SOLIDARIDAD OBRERA**  
Renunciamos a todo menos a la victoria — DURROTI  
ORGANO DE LA AGROPACION DE CENETISTAS DE UNION NACIONAL

Dirección: 7, Grand-Rond (Boulevard) TOULOUSE

FUNDADO EN LA CLAYRESEÑADA N° 12 - 6 OCTUBRE 1944

**VIVAN**  
mucha guerrilleros  
UNION NACIONAL

**PALABRAS**  
DE JULIA ALVAREZ  
de El Plano de la A.C.U.N.

**EDITORIAL**  
Posiciones firmes  
y  
Posiciones falsas

**ATENCION A LOS**  
**DERROTISTAS DE AYER,**  
**ABANDONISAS DE HOY**

Faux numéro, publié par l'U.N.E.

## NOTES DE LECTURE A PROPOS DE P.-J. PROUDHON

UN des fondateurs du socialisme libertaire, Pierre-Joseph Proudhon, est l'un des plus méconnus. De l'ignorance à la calomnie, tel est le registre de ses détracteurs. Certains ne semblent avoir lu que le titre de ses ouvrages, d'autres s'acharnent à ne pas concevoir l'unité de sa démarche intellectuelle et sociale. Voilà pourquoi deux ouvrages récents sont une contribution importante à la valeur de l'action et de la pensée de ce théoricien de l'anarchisme.

Bernard Voyenne, qui a déjà publié une histoire de l'idée fédéraliste (1), a agencé des séries de textes extraits des ouvrages, correspondances et carnets de Proudhon (2). En ayant choisi une articulation générale chronologique, c'est en quelque sorte ses mémoires qu'il nous a donné à parcourir.

Chaque extrait est précédé dans le texte d'un renvoi qui permet au lecteur de situer exactement d'où il est sorti. Ainsi, pouvons-nous entrevoir l'immensité et la variété de ses thèses et analyses. Cette présentation est d'autant plus ingénieuse qu'une infime partie de ces œuvres est aujourd'hui disponible (3).

Cet ouvrage est une excellente invitation à découvrir Proudhon dans son propre texte. Une lecture passionnante et claire qui jettera à bas la prétendue difficulté de compréhension que tous les sophistes entretiennent à dessin.

L'ouvrage de Pierre Haubmann (4), monument d'érudition de 1 140 pages, demande au préalable quelques précisions sur son auteur. Né d'une famille d'obédience chrétienne, Haub-

mann demande à la fin de sa formation primaire d'ecclésiastique à poursuivre des études « sociales ». L'évêque de Grenoble lui en donne toute facilité de 1937 à 1957. Cherchant un sujet de thèse qui soit à la fois social, historique et théologique, il est conseillé par le Père de Montcheuil qui l'envoie trouver Maxime Leroy — ancien conseiller de la C.G.T. et proudhonien notoire.

Mais au-delà de sa thèse, c'est l'espérance de « trouver une explication de l'éloignement des masses populaires de l'Eglise catholique et singulièrement du mouvement ouvrier » qui le motive. Haubmann veut saisir comment Proudhon, élevé par une mère très chrétienne, a pu devenir le « plus génial adversaire de l'Eglise ». Avant de mourir accidentellement en 1971, il rencontrera la fille de Proudhon qui lui livrera toutes les archives les plus ignorées et les plus secrètes de son père.

Pourquoi s'intéresser à la publication de la somme de plus de trente ans de recherche de ce prêtre ? Parce qu'il est une mine de renseignements biographiques unique sur P.-J. Proudhon en ayant eu accès à des documents inédits (cahiers de lectures, lettres, essais inachevés, carnets, bibliothèque personnelle, etc.) dont il donne les références et en reproduit certains (5).

Nous voyons évoluer dans une reconstitution de la réalité sociale de l'époque : pauvre collégien, ouvrier d'imprimerie, étudiant-boursier, comptable, journaliste, économiste, sociologue, philosophe. Nous suivons la genèse de ses écrits, de ses combats. Nous l'écoutons

interpeller les communistes, les socialistes autoritaires et par là-même produire les germes d'une implacable critique du marxisme. Mais au-delà du démolisseur, c'est le constructeur de l'anarchie qui jette les fondements de la dialectique sérieuse, de la mutualité et du fédéralisme.

Quelques rares élucubrations théologiques et sociales d'Haubmann apparaissent de-ci, de-là, mais elle sont sans effet tant les nombreuses citations du Biotin forment un fameux antidote ! D'une écriture limpide et complétée par une forte bibliographie, c'est un ouvrage remarquable.

Jean-Denis  
Liaison Bas-Rhin

(1) « Les Sources » (30 F), « Le Fédéralisme de Proudhon » (18 F), « Les Lignes proudhoniennes » (30 F), éd. Presse d'Europe.

(2) « Proudhon, mémoires sur ma vie », éd. La Découverte (82 F).

(3) Aux éditions du Monde libertaire : « De la capacité politique des classes ouvrières » (80 F) ;

• aux éditions du groupe Fresnes-Antony de la F.A. : « Idée générale de la révolution » (60 F), « Avertissement aux propriétaires » (60 F), « Philosophie de la misère » (3 tomes, 200 F) ;

• aux éditions Flammarion : « Qu'est-ce que la propriété ? » (14 F).

(4) « Pierre-Joseph Proudhon, sa vie, sa pensée — 1809-1849 », éd. Beauchesne (228 F). La deuxième partie reste à publier.

(5) Pierre Haubmann, outre la publication inachevée de 4 tomes de carnets de Proudhon (éd. Rivière, 1960-1974), a aussi rédigé : « La philosophie sociale de P.-J. Proudhon », P.U.G., 1980, 77 F ; et « Proudhon, Marx et la pensée allemande », P.U.G., 1981, 80 F.

Tous les ouvrages cités sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

## PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 20 décembre :

« Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : quelles plantes peut-on manger ? Conseils et recettes par un invité surprise.  
« De bouche à orteils » (14 h à 15 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Tania Legoff et Agnès Aniel (chanteuses).  
« L'Invité quotidien » (19 h à 22 h) : Albert Jacquard et Alain Schnapp pour une émission exceptionnelle consacrée au racisme, tant du point de vue scientifique que politique.

• Vendredi 21 décembre :

« La bourse et la vie » (10 h à 12 h) : le magazine des consommateurs lucides.  
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : compte rendu du congrès de la Fédération internationale des droits de l'homme.

• Samedi 22 décembre :

« Emission spéciale » (10 h à 11 h) : le groupe Puig-Antich (F.A.-Perpignan) présentera « Les dossiers noirs d'une certaine résistance » (exactions commises par le P.C.F. et P.C.E.).  
« Le père Peinard » (11 h à 12 h) : la famille, avec Paul Chénard et Robert Guerin.  
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : enjeu de la mise en place des comités d'entreprise à la S.N.C.F.

• Dimanche 23 décembre :

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : avec le secrétaire général de la Libre Pensée.  
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : Laurent Angrand (guitariste soliste, accompagnateur de Jack Treese) qui vient de sortir son premier disque.  
« Peuples en lutte » (14 h à 15 h 30) : trois invités à propos de la Nouvelle-Calédonie.  
« Prisons » (16 h à 18 h) : N. Mahieux, auteur du livre « Les Blanchisseuses de Fresnes », et Michelle Noury.

• Lundi 24 décembre :

« Contre champ » (18 h à 20 h) : le magazine de l'actualité cinématographique, à propos de Buster Keaton.

• Mercredi 26 décembre :

« En sortant de l'école » (10 h à 12 h) : spéciale fête, Roger Mason et Steve Waring.  
« Allons z'enfants, etc. » (16 h à 17 h) : histoire d'insoumis et militarisation d'une région, les Ardennes.  
« Parole à la C.L.E. » (17 h à 18 h 30) : l'enseignement de la littérature en faculté.  
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : les vitamines (suite), antivitamines et enzymes.

### RENCONTRE AVEC...

LA librairie du Monde libertaire organise des tables rondes autour d'ouvrages se rapportant à l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste.

Le samedi 22 décembre, le groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste présentera : *Les Dossiers noirs d'une certaine résistance*, ouvrage collectif ayant valeur de document de référence.

Les exactions commises par les partis communistes français et espagnol sont dévoilées à travers des témoignages accablants... une analyse sérieuse de la situation politique de l'époque. A l'occasion de ce forum, la librairie organise également une exposition sur la résistance libertaire au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Les administrateurs

### AMIS LECTEURS

VOICI près de quatre ans, la librairie du Monde libertaire déménageait et acquérait des locaux plus spacieux, situés au 145, rue Amélot, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ce déménagement avait permis alors d'agrandir nos rayons, d'en créer de nouveaux et d'offrir un cadre plus accueillant.

C'est dans le même souci de créer de nouvelles activités que, depuis quelques mois, nous vous invitons à venir discuter le dernier samedi de chaque mois avec un auteur, autour de son livre. Débats animés et passionnants où se sont succédés Maurice Joyeux (*Ce que je crois*), Alain Scoff (*Un nommé Durand*), Ronald Creagh (*Sacco et Vanzetti*) et bien d'autres qui viendront au fil des mois.

C'est donc dans cet esprit d'innovations sans cesse répétées que nous vous annonçons l'extension des heures d'ouverture de la librairie du Monde libertaire ; en effet, celle-ci sera ouverte dorénavant sans inter-

ruption du lundi au samedi, de 10 h à 19 h 30, à partir du 2 janvier 1985. Et comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, à partir de cette même date, nous vous proposons un service de commandes de livres à l'unité. C'est-à-dire qu'à partir du mois de janvier, pour tous les livres qui ne sont pas au catalogue, il suffira que vous nous en donniez les références et nous vous les obtiendrons dans un délai maximum de huit jours. Nous ne vous cachons pas que le fait de nous commander vos livres apporte un soutien financier à nos œuvres, que nous avons bâties ensemble, et pour la diffusion des idées qui nous animent. Donc pour vos cadeaux de nouvel an ou tout simplement pour les livres qui vous intéressent, une seule adresse : Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République).

Salutations libertaires,  
Les administrateurs

## DU RIRE EN SOUS-SOL



C'est dans le cadre de la semaine du rire, que le théâtre du Forum des Halles, 3<sup>e</sup> sous-sol, créait l'événement en sous-sol, avec pour maîtres d'œuvres Font et Val, et Alex Métayer, entre autres.

Samedi 8 décembre, une foule nombreuse était venue s'enterrer, pour applaudir un Métayer plus vivant que mort, malgré ce que tout laissait supposer. C'est dans un cerceuil que notre amuseur apparaît au début de son spectacle.

Mais, on n'enterre pas aussi facilement M. Métayer, et tous les moyens lui seront bons pour repousser l'inéluctable, soit environ 1 h 45 de fou rire. Retour au fœtus indésiré, en passant par l'adolescent perturbé. Utilisation du temesta — purée et temesta-choux fleur. Les étapes de la vie sont passées au crible ; mais la mort reprendra ses droits et c'est avec une touche mélancolique et tendre que Métayer s'éclipsera.

Eric B.

NOTE DE LECTURE

## « KREMLIN-P.C.F. CONVERSATIONS SECRÈTES »

DE JEAN FABIEN

DES livres sur le P.C.F., des livres qui le clouent au pilori, qui dénoncent sa sujétion à Moscou, qui mettent à nu son fonctionnement antidémocratique ou qui analysent le pourquoi et le comment de sa propension à suer le totalitarisme, il y en a des tas et des tas.

Face aux attaques nombreuses dont il est l'objet le P.C.F. a su depuis longtemps trouver la parade en développant chez ses militants un patriotisme d'organisation à nul autre pareil et une mentalité d'assiégé perpétuel. Ainsi, toute critique de l'extérieur est a priori assimilée à un complot du patronat, de la C.I.A. contre le parti. Et donc, soit on le tait, soit on l'agonit d'insultes et de mépris et dans tous les cas on l'évacue en l'ignorant.

Dans ces conditions, le fait que le P.C.F. ait réagi violemment à la publication de *Kremlin-P.C.F. : conversations secrètes* (1) constitue déjà, en soi, un petit événement. De toute évidence, il a été touché quelque part. Car qu'on ne s'y trompe pas, quand le bureau politique se fend à propos d'un bouquin d'une déclaration comme celle du 9 novembre 84 qui qualifie la publication de ce livre de « grossière opération politique relayé par les médias contre le parti et sa direction (...) et de véritable entreprise de destabilisation du parti et de sa direction », et ce, sans qu'il y ait péril en la demeure.

A première vue, pourtant, on comprend mal ce qui dans ce bouquin dérange le P.C.F. Les notes prises par Jean Kanapa en 1968, à Moscou et à Prague, lors des entretiens de Waldeck Rochet avec Brejnev et Dubcek ne constituent pas à

proprement parler des révélations. Même si l'on ne disposait pas du script de ces entretiens, on en connaissait la teneur. On savait que W. Rochet avait tout fait pour éviter l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, qu'il n'avait pas hésité à la condamner une fois qu'elle avait eu lieu et que ce non alignement sur Moscou s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie réformatrice par rapport au stalinisme.

On savait que le Parti communiste d'Union soviétique, et aujourd'hui c'est du pareil au même, agissait en véritable suzerain du mouvement communiste international. On savait que Jean Kanapa, et c'est ce qui ressort de son intervention au comité central d'Ivry le 21 octobre 1968, pensait que le parti devait évoluer dans son fonctionnement interne comme dans les rapports qu'il entretenait avec Moscou, et ce sous peine de mort lente. On savait que W. Rochet et Kanapa pensait que cette évolution du parti serait favorisée par l'union de la gauche et l'accès unitaire au pouvoir. On savait...

Comme on le voit, le contenu de ce livre n'a donc, en soi, rien d'explosif. Mais alors, pourquoi est-il perçu comme tel ? Plusieurs raisons semblent devoir être à l'origine de ce phénomène.

Tout d'abord, alors que le P.C.F. est en train de prendre le virage de l'ultra-gauchisme, du sectarisme et de l'offensive antisocialiste, ce livre constitue une espèce de miroir où le passé regarde le présent droit dans les yeux. On y découvre un P.C.F. oscillant sans cesse entre l'union de la gauche avec le grand frère russe, une union lourde de dépendance, de fonc-

tionnement interne antidémocratique et d'isolement et l'union de la gauche ; faisant deux pas en avant vers l'indépendance, la démocratie et l'intégration à la vie politique nationale et tout de suite après trois pas en arrière avec retour au stalinisme et à la sujétion de Moscou.

De plus, indépendamment du fait majeur de son inscription dans le champ clos de la partie de bras de fer entre « rénovateurs » et « conservateurs », ce livre présente un autre intérêt. Il constitue en effet un témoignage de première main sur ce qui se passe réellement dans les plus hautes sphères du parti et du mouvement communiste international. D'une certaine manière c'est un petit voyage au cœur du sommet de la pyramide du centralisme démocratique. Au cœur de la dépendance des périphéries par rapport au centre russe.

Au bout du compte, le succès de ce livre et la violence des réactions du parti à son encontre relèvent principalement des circonstances du moment. Il cristallise la lutte qui se déroule actuellement entre les tenants de deux stratégies. Mais il cristallise également les limites de l'hypothèse d'une possible « évolution » du P.C.F. Car, non signé, il témoigne de l'impossibilité de débattre à visage découvert. Subir le centralisme démocratique et se taire, ou subir le centralisme démocratique et parler en déformant sa voix caché derrière un masque, tel est finalement le choix que nous propose le ou les auteurs de ce livre. Triste !

Maylis O'Brian

(1) Ed. Orban, en vente à la librairie du Monde libertaire, 75 F.

## JEAN FABIEN JETTE TON MASQUE !

« Qui peut croire en quelqu'un qui a à la fois des bretelles et une ceinture pour tenir son pantalon ».

APRÈS la sortie de *Kremlin-P.C.F. : conversations secrètes*, une interview des auteurs du livre dans *Libération* et une apparition masquée d'un des auteurs à Antenne 2, tout le monde se demande qui se cache derrière le pseudonyme de Jean Fabien. Sont-ce des membres du P.C.F. qui roulent pour les « rénovateurs » ? Sont-ce des « créateurs » de la direction du P.C.F. chargés de discréditer les « rénovateurs » aux yeux des militants du parti ? Sont-ce des agents de Moscou, de la C.I.A. ou tout bêtement, comme ils l'affirment, des militants du P.C.F. qui pensent que pour faire bouger le parti, il faut à la fois militer à l'intérieur et poser les problèmes à l'extérieur ?

Il est possible en effet que Jean Fabien roule pour les « rénovateurs ». N'a-t-il pas le même discours ? Ne souhaite-t-il pas les mêmes choses ? L'indépendance par rapport à Moscou, le choix stratégique et non pas tactique de l'union de la gau-

che, le désir de démocratiser la vie du parti... Dans cette hypothèse, Jean Fabien serait chargé de poser les problèmes sur la place publique pour « aider » les rénovateurs, qui eux, les posent au sein du parti.

Mais il est également possible que Jean Fabien soit une « créature » de la direction du P.C.F. Car, en contestant à l'extérieur le virage actuel de la direction du P.C.F., il rompt avec la logique du centralisme démocratique qui veut que la multiplicité des points de vue soit possible à l'intérieur du parti mais que seul le point de vue majoritaire représente le parti à l'extérieur. Et par là même, il laisse planer sur les « rénovateurs » l'ombre du fractionnisme, les désignant par ce fait à la vindicte intégriste de ceux qui tiennent la barre.

De même, il est tout aussi possible que Jean Fabien soit manipulé par Moscou pour amener la direction du P.C.F. à accentuer encore un peu plus le virage qu'elle prend. Ou en-

core par la C.I.A. pour attiser la zizanie entre les anciens et les « modernes ». Et enfin, il est parfaitement possible que Jean Fabien représente une frange de militants et de cadres qui pensent naïvement que l'opinion publique et les médias peuvent exercer une pression sur le parti.

Si Jean Fabien ne peut pas parler à l'intérieur du P.C.F., qu'il en sorte ! Et s'il peut y parler, pourquoi se cacher ? A moins bien sûr que ceux qui se cachent derrière Jean Fabien cherchent à jouer sur tous les tableaux. Un pied dans la place, au cas où... Et un pied dehors... au cas où ! Mais, sérieusement, dans cette hypothèse, qui pourrait s'enthousiasmer pour des gens aussi peu « courageux » ? Comme disait Henry Fonda dans *Il était une fois dans l'Ouest* : « On ne peut pas croire en quelqu'un qui a à la fois des bretelles et une ceinture pour tenir son pantalon ». Alors, pour ce qui est de Jean Fabien qui possède à la fois une ceinture, des bretelles et un masque... « j'vous raconte pas ! »

Hervé-Claude Lapidaire

## SEUL LE NOYÉ PEUT PARLER DE LA BEAUTÉ DU FLEUVE

### KANAPA ET LES RÉFORMATEURS

Alire les notes de Jean Kanapa publiées dans *Kremlin-P.C.F. : conversations secrètes*, nombreux sont ceux qui ne vont pas manquer de penser que celui que Sartre avait un jour traité de crétin était un « rénovateur » avant l'heure. Comme eux, mais avant eux, ne réclamait-il pas déjà une plus grande indépendance du parti par rapport à Moscou, l'introduction d'une certaine démocratie dans le fonctionnement du parti et un choix clair et définitif en faveur de l'union de la gauche.

Pourtant, quand on s'apésantit un peu sur la biographie de feu Kanapa, on s'aperçoit très vite que le « look » de ce précurseur des rénovateurs tranche passablement avec l'image de marque d'eux-mêmes que les rénovateurs actuels cherchent à promouvoir dans l'esprit du public. Kanapa, en effet, fut ce qu'on appelle une « crapule stalinienne » gordini. Une super crapule stalinienne, si vous préférez. Fils de banquier, honteux de ses origines, agrégé de philo, disciple de Sartre, il entre au parti au début de la guerre froide comme on entre en religion. Pour expier... et faire expier. Et il s'en donne à cœur joie. Comme larbin idéologique du parti, il est sans égal. Pour lui, agonir d'insultes les intellectuels de l'époque lui permet de manière masochiste de se faire mal à son passé. Et il ne s'en prive pas. Il traite Sartre : d'« intellectuel-flic » ; Camus de « membre de la bourgeoisie fascisante », etc. Il ne s'en tient pas là. Polémiste aux ordres, il traîne dans la boue tous les « adversaires » du parti. Le mensonge, la calomnie, la falsification et la soumission serviles aux ukases des maîtres du parti constituent son pain quotidien. Il traite Boukharine de trotskiste et de traître à la révolution d'Octobre... depuis octobre. Il qualifie Tito de « maréchal de l'engeance des traîtres ». Il applaudit des deux mains à l'arrestation des « assassins en blouse blanche de Moscou ». Il célèbre à grands coups d'envoies lyriques le stalinisme, le jdanovisme...

Bref, dans le genre exécuté des basses œuvres, Kanapa fut véritablement un orfèvre. Et ce jusque vers les années 1957-1958. Ensuite, ses notes le prouvent, il a alors

commencé à ouvrir les yeux sur le paradis socialiste d'au-delà du rideau de fer, sur le parti et à « intriguer » en secret pour essayer de faire « évoluer » le parti. Avec peu de succès au début car ses successeurs en larbinage ne se privèrent pas de lui faire boire le calice de la « dissidence » jusqu'à la lie. Et il le but, car il accepta de « soutenir » ceux qui « assassinaient » son ami Laurent Casanova. Puis Kroutchev arrivant au pouvoir en U.R.S.S. et Waldeck Rochet en France, il crut son heure arrivée. L'heure de l'indépendance par rapport à Moscou, d'un fonctionnement du parti plus démocratique et de l'union de la gauche. Mais en 1977, il dut reconnaître les limites de son pouvoir. Tout redevenait de son nouveau comme avant. Et il ne s'en releva pas, car il mourut en 1978.

Comme on le voit, même si sur le tard, Jean Kanapa a essayé de rompre avec le stalinisme — en douceur bien sûr, car il est resté au parti et s'est plié à la discipline du centralisme démocratique —, ce n'est pas pour autant un modèle en matière de lutte à mort avec le stalinisme. Il était trop marqué lui-même par le stalinisme.

Alors, Kanapa, précurseur ou non des rénovateurs ? Pour ma part, je pense que par delà les différences qui existent au niveau des apparences, il y a une véritable convergence de fond. Kanapa et les rénovateurs pensent qu'il est possible de faire évoluer le P.C.F., de le réformer. Trois gouttes de démocratie par ici, deux gouttes d'indépendance par là et la mécanique communiste pourra redémarrer en direction de l'espoir.

Trotsky déjà pensait qu'on pouvait « redresser » un appareil « dégénéré ». Avec le succès que l'on sait. En somme, Trotsky, Kanapa, les rénovateurs, Jean Fabien s'inscrivent dans le cadre d'une même stratégie réformatrice. Et l'issue du combat des rénovateurs sera la même que celle du combat de Trotsky, Kanapa, etc. : l'échec. Car les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Par définition, le totalitarisme ne se réforme pas. Il se détruit !

Jean-Marc Raynaud



Jean Fabien se cache-t-il dans cet immeuble de la place du Colonel-Fabien ?